

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204579]

14 JUILLET 2016. — Arrêté ministériel portant application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 436/2009 de la Commission du 26 mai 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne le casier viticole, les déclarations obligatoires et l'établissement des informations pour le suivi du marché, les documents accompagnant les transports des produits et les registres à tenir dans le secteur vitivinicole;

Vu le Règlement (CE) n° 607/2009 de la Commission du 14 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole;

Vu le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 716/2013 de la Commission du 25 juillet 2013 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses;

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, les articles 92 à 116;

Vu le Règlement (UE) n° 251/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 664/2014 de la Commission du 18 décembre 2013 complétant le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement des symboles de l'Union pour les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les spécialités traditionnelles garanties et en ce qui concerne certaines règles relatives à la provenance, certaines règles procédurales et certaines règles transitoires supplémentaires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 668/2014 de la Commission du 13 juin 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 et D.426, § 2, 2°;

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92, les articles 14bis, 14ter, 14quater et 14quinquies, insérés par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales, les articles 8, 16, 42, 43 et 74.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 18 février 2016;

Vu le rapport du 18 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 59502/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par "l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales.

CHAPITRE I^{er}. — *Appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, spécialités traditionnelles garanties*

Section 1^{re}. — Evaluation de la demande d'enregistrement au niveau régional

Sous-section 1^{re}. — Constitution et fonctionnement du groupe d'experts

Art. 2. Le service constitue le groupe d'experts visé à l'article 16, 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 et en assure le secrétariat.

La tâche de chaque expert consiste en la remise d'un avis écrit sur la demande, suivie par la participation à une réunion de travail et à des échanges par voie électronique avec le service, destinés à établir un avis circonstancié global sur la demande.

Le groupe d'expert est constitué au minimum de trois experts et le cas échéant d'un ou plusieurs suppléants.

L'expert s'engage à la confidentialité lorsqu'il accepte de faire partie du groupe d'expert.

Les noms des experts ayant participé à la remise d'un avis sont repris dans une "liste d'experts consultatifs en matière de produits agroalimentaires" publiée sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". Cette liste mentionne en outre pour chaque expert la spécialité ou le ou les produits pour lesquels la compétence de l'expert est reconnue par l'administration.

Sous-section 2. — Examen de la demande et remise d'avis

Art. 3. Au plus tard sept jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 7 ou, le cas échéant, à l'article 15, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016, le service fait parvenir la demande aux experts, les éventuelles objections, remarques, oppositions de tiers et réponse du demandeur, assorties éventuellement de commentaires du service, en application de l'article 15, § 4, dudit arrêté. La législation applicable à la demande en matière d'appellation d'origine, d'indication géographique ou de spécialité traditionnelle garantie est également jointe. Les communications entre le service et les experts s'effectuent par envoi électronique. Chaque expert accuse réception des documents envoyés par le service.

Art. 4. Chaque expert dispose de trente jours à partir de l'envoi par le service des documents visés à l'article 3 pour remettre un avis circonstancié écrit sur la demande.

L'avis comprend :

- 1° une évaluation approfondie des éléments du cahier technique des charges;
- 2° à titre secondaire, une appréciation de la correspondance du cahier des charges ou de la fiche technique avec la réglementation applicable à la demande en matière d'appellation d'origine, d'indication géographique ou de spécialité traditionnelle garantie, une attention particulière étant accordée à la conformité du produit et de la dénomination par rapport aux exigences de la réglementation visée et à la pertinence du lien;
- 3° une appréciation du document unique en tant que résumé du cahier des charges et, à titre secondaire, au regard des exigences réglementaires applicables;
- 4° une évaluation critique des objections éventuelles et des réponses y apportées;
- 5° des commentaires et, le cas échéant, des suggestions de modifications ou des demandes de compléments d'information.

Au cas où un expert fait défection, le service requiert l'avis d'un suppléant visé à l'article 2. Le délai visé au paragraphe 1^{er} est alors à compter de l'envoi de la demande d'avis au suppléant.

Art. 5. A l'issue du délai prévu à l'article 4, alinéa 1^{er}, le service compile les avis et convoque une réunion du groupe d'experts dans les quinze jours suivant ledit délai. Le directeur du service ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement, préside la réunion. L'agent du service chargé de l'instruction de la demande en assure le secrétariat. Un juriste de l'administration est invité.

Le service et le juriste de l'administration visé à l'alinéa 1^{er} vérifient la conformité réglementaire de la demande.

Art. 6. § 1^{er}. Dans les sept jours suivant la tenue de la réunion visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, un avis global, reflétant la position du groupe d'experts et du service est rédigé par le service, envoyé aux participants à la réunion, et validé par les experts par voie électronique dans les quinze jours suivant l'envoi.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} est soit favorable, soit défavorable sous conditions ou soit défavorable. Dans le deuxième cas, il comprend des suggestions de modifications ou des demandes de compléments d'information à destination du demandeur.

Au cas où l'avis, comprend des suggestions de modifications ou des demandes de compléments d'information à destination du demandeur, celles-ci lui sont transmises dans les quinze jours suivant la tenue de la réunion par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code.

§ 2. Le demandeur accuse réception des éléments visés au paragraphe 1^{er} alinéa 3. Il dispose de trente jours pour apporter une réponse au service. En l'absence de réponse dans le délai prescrit, la demande est réputée retirée d'office.

Le service accuse réception de la réponse du demandeur, l'analyse et la soumet aux experts et, le cas échéant, au juriste de l'administration, pour validation ou analyse critique éventuelle dans les trente jours suivant la réception de la réponse du demandeur. Sur base des avis reçus de la part des experts, le service adapte l'avis visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et le soumet aux experts pour validation dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la réponse du demandeur.

Les échanges ont lieu par voie électronique.

Art. 7. L'avis du groupe d'experts assorti de la demande, des objections éventuelles et de la réponse y apportée est soumis au ministre dans les trente jours suivant la tenue de la réunion visée à l'article 6, § 1^{er}, ou, le cas échéant, dans les quinze jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}.

L'avis du groupe d'experts n'est pas contraignant.

Section 2. — Etiquetage et présentation des produits

Art. 8. Seules les versions linguistiques de la dénomination enregistrées en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 sont utilisées dans l'étiquetage.

Lorsque la dénomination est associée à la mention, même abrégée, correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet ou au logo européen correspondant, seules les versions enregistrées de la dénomination sont utilisées. Ces versions sont reproduites intégralement, telles qu'enregistrées.

La dénomination enregistrée est traduite et figure dans l'étiquetage uniquement dans la langue correspondant aux versions enregistrées. Par dérogation, le cahier technique des charges peut prévoir une traduction dans une ou plusieurs langues, ou laisser la traduction au libre choix des opérateurs. Dans ce cas, l'usage de la ou des dénominations traduites respecte les dispositions de l'article 9, § 2, 5°.

Lorsque plusieurs dénominations sont enregistrées pour plusieurs formes d'un même produit, seule la dénomination se rattachant à la forme considérée est utilisée dans l'étiquetage.

Art. 9. § 1^{er}. Pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, lorsque le produit est préemballé et destiné au consommateur final, l'étiquette comporte sur chaque emballage individuel :

- 1° la dénomination enregistrée, éventuellement accolée d'une ou de plusieurs autres versions linguistiques enregistrées;
- 2° l'abréviation de la mention correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet;
- 3° le logo de l'Union européenne correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet;
- 4° le cas échéant, une mention imposée par le cahier technique des charges pour apporter ou préciser une qualité particulière du produit.

Pour l'application du 2°, la mention accolée à la dénomination figure dans la langue de ladite dénomination.

Pour l'application du 3°, la langue du logo de l'Union européenne est laissée au choix du responsable d'emballage ou précisée dans le cahier technique des charges.

Pour l'application du 4°, le cahier technique des charges peut prévoir que l'utilisation de certaines mentions est interdite dans l'étiquetage ou définir les seules mentions facultatives qui sont utilisables ou imposer des mentions qui s'appliquent lorsque le produit présente une qualité particulière.

§ 2. Les éléments visés au paragraphe 1^{er} figurent simultanément de façon visible et clairement lisible sur la face principale de l'emballage, en dehors de la liste des ingrédients. Ces éléments apparaissent en bloc et ne sont pas dissimulés, voilés ou séparés par d'autres indications ou images. En outre :

1° la typographie utilisée pour la dénomination enregistrée répond aux dispositions suivantes :

a) la casse de la dénomination enregistrée est respectée ou la dénomination est inscrite entièrement en lettres capitales;

b) la dénomination est inscrite de manière uniforme dans toutes ses composantes, tant en ce qui concerne les dimensions que la fonte ou la couleur des caractères composant la dénomination;

c) par dérogation au b), le cahier technique des charges peut prévoir qu'une partie de la dénomination puisse se différencier du reste de la dénomination;

2° l'abréviation de la mention correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet est inscrite dans le prolongement immédiat de la dénomination enregistrée, sur la même ligne ou juste en-dessous de celle-ci, en majuscules, sans point, les caractères étant de même fonte et de même couleur que les caractères composant ladite dénomination et de mêmes dimensions que les plus grands caractères utilisés dans la composition de la dénomination;

3° le diamètre du logo de l'Union européenne correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet est supérieur à quinze millimètres et n'est pas inférieur à la plus grande dimension de tout autre logo figurant sur l'étiquette, sauf dérogation explicitement prévue dans le cahier technique des charges;

4° la mention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, figure sous les trois premiers éléments visés au même paragraphe. La hauteur de capitale du caractère utilisé pour cette mention est de minimum la moitié de la hauteur de capitale du plus grand caractère utilisé dans la composition de la dénomination enregistrée, les fontes et couleurs des caractères de la mention et de la dénomination étant identiques;

5° lorsque des éléments tels qu'une marque commerciale, une dénomination de vente, une mention, autre que celle imposée le cas échéant par le cahier technique des charges, apportée pour préciser une qualité particulière du produit sont apposés sur l'étiquette, ils sont clairement séparés de la dénomination enregistrée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, c), la dénomination respecte les dimensions et proportions suivantes :

a) la partie prépondérante de la dénomination est inscrite en caractères de dimensions au moins égales, aussi bien en hauteur qu'en largeur ou en épaisseur, à celles des caractères les plus grands présents dans l'étiquetage, abstraction faite des informations relatives au prix, au poids et le cas échéant à la marque commerciale, pour autant que cela figure explicitement dans le cahier technique des charges;

b) la hauteur de capitale du caractère utilisé pour la partie prépondérante de la dénomination équivaut à au moins 1/5° du diamètre du logo mentionné au présent paragraphe, 3°;

c) les dimensions des caractères utilisés pour la partie non prépondérante de la dénomination ne sont pas inférieures à la moitié des dimensions des caractères utilisés pour le reste de la dénomination, la fonte et la couleur des caractères étant identiques pour les deux parties de la dénomination.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le logo est associé visuellement à la dénomination enregistrée de manière étroite dans le prolongement immédiat ou juste en-dessous de la dénomination. Il est associé à la dénomination de manière univoque. Le logo n'apporte pas de confusion dans l'esprit du consommateur en ce qu'il se rattache à un autre élément de l'étiquette que la dénomination enregistrée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 5°, les éléments visés ne figurent pas sur la même ligne que ladite dénomination et sont séparés de celle-ci à la verticale par une distance équivalant à au moins trois fois la hauteur de capitale du plus grand caractère utilisé dans la dénomination enregistrée.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, une charte graphique spécifique peut être définie et validée par l'organisme de certification. Le cas échéant, les éléments mentionnés à l'alinéa 1^{er} peuvent figurer sur une étiquette séparée apparaissant dans le champ visuel immédiat de l'étiquette principale.

§ 3. Par dérogation aux dispositions prévues au paragraphe 2, 2°, l'abréviation de la mention, correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet, peut être remplacée par la mention écrite en toutes lettres. Dans ce cas, les caractères composant la mention sont de même fonte et de même couleur que les caractères composant ladite dénomination et de dimensions inférieures ou égales aux deux tiers des dimensions des plus grands caractères utilisés dans la composition de la dénomination.

Par dérogation aux dispositions prévues au paragraphe 2, 3°, le diamètre du logo mentionné peut, dans des cas dûment justifiés par les particularités de l'emballage ou de l'étiquetage, présenter un diamètre inférieur à quinze millimètres. Le diamètre minimal peut être alors diminué jusqu'à dix millimètres. Cette dérogation figure explicitement dans le cahier technique des charges. A défaut, cette dérogation peut être demandée au cas par cas par tout responsable d'emballage auprès du Directeur du service, qui évalue la pertinence de la demande, l'approuve ou la rejette.

Par dérogation aux dispositions prévues au paragraphe 2, 5°, la distance mentionnée peut, dans des cas dûment justifiés par les particularités de l'emballage ou de l'étiquetage, être réduite à une distance équivalant à au moins une fois la hauteur de capitale du plus grand caractère utilisé dans la dénomination enregistrée. Cette dérogation figure explicitement dans le cahier technique des charges. A défaut, cette dérogation peut être demandée au cas par cas par tout responsable d'emballage auprès du service, qui évalue la pertinence de la demande, l'approuve ou la rejette.

§ 4. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, lorsque le produit préemballé est destiné au consommateur final, mais commercialisé à un stade antérieur à la vente à celui-ci et lorsque ce stade n'est pas la vente à une collectivité, ou à être livrée aux collectivités pour y être préparée, transformée, fractionnée ou débitée, les éléments visés au paragraphe 1^{er} peuvent figurer uniquement sur l'emballage extérieur dans lequel le produit est commercialisé.

Art. 10. Pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, lorsque le produit est commercialisé sans emballage, les informations visées à l'article 9, § 1^{er}, apparaissent dans la signalétique de prix apposée à proximité des produits de manière non équivoque, bien visible et lisible par le consommateur. Les règles énoncées à l'article 9, § 2, s'appliquent.

Les règles énoncées à l'article 9, § 2, s'appliquent *mutatis mutandis* aux documents promotionnels ou publicitaires.

Lorsque le produit, destiné à une commercialisation vers un client qui n'est pas le consommateur final est préemballé et étiqueté comme si ce client était le consommateur final, les règles énoncées à l'article 9 s'appliquent.

Art. 11. Lorsque le produit agricole ou la denrée alimentaire dont la dénomination enregistrée est utilisé comme ingrédient ou fait partie d'un assortiment de produits, seule la mention abrégée correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet peut être accolée à la dénomination apparaissant dans l'étiquetage, y compris lorsque celle-ci apparaît dans la liste des ingrédients. Les dispositions prévues à l'article 8, alinéas 2 à 5, et à l'article 9, § 2, 1° et 2°, s'appliquent.

L'alinéa 1^{er} s'applique aux produits présentés sur les cartes, les tarifs ou tout autre mode de présentation destiné au consommateur final des hôteliers, restaurateurs et cafetiers. Le cahier technique des charges peut cependant prévoir que le logo de l'Union européenne figure sur ces documents. Dans ce cas, la disposition prévue à l'article 9, § 2, 3°, s'applique en plus des dispositions prévues au paragraphe 1^{er}.

Art. 12. Toute carte ou symbole graphique figurant dans l'étiquetage faisant référence à une dénomination enregistrée comme appellation d'origine ou indication géographique ne porte pas à confusion sur la zone couverte par la dénomination.

Art. 13. Un élément tel qu'une pastille ou un scellé est un élément de traçabilité, sur lequel figure le logo de l'Union européenne ou une mention, éventuellement abrégée et correspond au type de protection dont la dénomination fait l'objet. Cet élément ne remplace pas une étiquette, mais peut la compléter et il est conforme aux exigences mentionnées à l'annexe X du Règlement (UE) n° 668/2014 du 13 juin 2014.

Art. 14. Pour les produits vinicoles, l'utilisation des mentions facultatives visées à l'article 120 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 ou des mentions faisant référence à l'exploitation visées à l'article 57, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009 est régie par le cahier technique des charges du produit concerné.

Lorsque une mention traditionnelle telle que visée à l'article 112, point b), du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 ou une mention faisant référence à l'exploitation visées à l'article 57, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009 figure dans l'étiquetage, toutes les dimensions des caractères composant ladite mention sont inférieures ou égales à celles des caractères composant la dénomination protégée.

CHAPITRE II. — Contrôles et certification

Art. 15. Le présent chapitre définit les modalités pratiques de l'organisation de la certification des vins wallons prétendant à une appellation d'origine ou une indication géographique.

Art. 16. Pour l'exécution du présent chapitre, l'on entend par :

- 1° la cuvée : l'ensemble de cuves ou de fûts contenant un vin présentant les mêmes caractéristiques;
- 2° la Direction générale de l'Inspection économique : la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Economie, Classes moyennes, P.M.E. et Energie;
- 3° le lot : le volume de vin fini prêt à être embouteillé, contenu dans une cuve déterminée ou relatif à une cuvée déterminée;
- 4° la reconnaissance : la reconnaissance d'une quantité spécifiée de vin, correspondant à un lot déterminé, comme pouvant bénéficier d'une dénomination wallonne reconnue comme appellation d'origine ou indication géographique.

Section 1^{re}. — Dossier de demande de reconnaissance

Sous-section 1^{re}. — Demande de reconnaissance

Art. 17. Pour obtenir le bénéfice de l'usage d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique, tout viticulteur adresse une demande de reconnaissance à l'organisme certificateur agréé en charge de la certification des produits pour la dénomination concernée.

Une production minimale de soixante litres par lot est requise pour pouvoir introduire une demande de reconnaissance.

Art. 18. La demande de reconnaissance visée à l'article 17 contient au minimum :

- 1° l'année de production ou millésime concerné par la demande;
- 2° le nom du viticulteur demandeur, personne physique ou morale, l'adresse et les coordonnées de son siège social;
- 3° le statut juridique du demandeur et son numéro d'identification auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 4° l'adresse du siège d'exploitation;
- 5° le nom et les coordonnées du responsable, s'il est différent du demandeur;
- 6° l'adresse du lieu d'entreposage, s'il est différent du lieu d'exploitation;
- 7° la zone viticole au sens de l'Appendice I de l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 et, en fonction de la dénomination concernée, la zone de production;
- 8° la dénomination concernée par la demande;
- 9° le cas échéant, la sous-unité géographique revendiquée;
- 10° le numéro du lot concerné par la demande;
- 11° la composition du vin s'il est issu d'assemblages;
- 12° un rappel du ou des cépages correspondant à la récolte ou aux récoltes assemblées intervenant dans la composition du vin;
- 13° la couleur du vin, à savoir le blanc, le rouge ou le rosé;
- 14° le volume total, exprimé en litres, de chaque lot;
- 15° le titre alcoométrique, exprimé en pour cent en volume, de chaque lot;
- 16° l'acidité totale, exprimée en milligrammes par litre acide d'acide sulfurique ou d'acide tartrique, de chaque lot;
- 17° une indication des pratiques œnologiques appliquées ou des caractéristiques de production ou du produit particulières;
- 18° une déclaration faisant apparaître que toute la transformation du raisin en vin s'est opérée à l'intérieur de la zone délimitée pour la dénomination concernée et qu'aucune autre pratique ou aucun traitement œnologique que ceux autorisés par l'annexe IA du Règlement (CE) n° 606/2009 du 10 juillet 2009 de la Commission fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les catégories de produits de la vigne, les pratiques œnologiques et les restrictions qui s'y appliquent n'a été appliqué;

19° pour les vins tranquilles, une déclaration faisant apparaître que la vinification et la clarification du vin sont achevées au moment de l'échantillonnage et un engagement à ne plus appliquer au vin, après échantillonnage par l'organisme certificateur, aucune pratique ou aucun traitement œnologique autre qu'une éventuelle filtration pour la mise en bouteille;

20° la date à partir de laquelle il peut être procédé à un échantillonnage de tous les lots par l'organisme certificateur, étant entendu qu'à cette date la vinification des vins tranquilles est terminée et la clarification principale effectuée pour tous les lots;

21° une indication de ce que le vin, avant la mise en bouteille, peut encore être filtré;

22° une déclaration faisant apparaître que le viniculteur accepte que les échantillons prélevés soient soumis à un examen analytique et organoleptique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 11°, la composition est exprimée par lot par volumes, exprimés en litres, des différentes récoltes assemblées.

Art. 19. § 1^{er}. La demande de reconnaissance visée à l'article 17 est introduite au plus tard soixante jours avant la date de la session de dégustation visée à l'article 34, § 2, au cours de laquelle le viniculteur désire que son vin soit testé. Pour les vins mousseux de qualité et les crémants, elle est introduite au plus tôt pour la dernière session de dégustation de l'année qui suit la récolte.

Le prélèvement des échantillons s'effectue au plus tard trente jours avant la date de la session de dégustation au cours de laquelle le viniculteur désire que son vin soit testé. A défaut, la dégustation du vin est postposée à la session suivante.

§ 2. La demande de reconnaissance est introduite après l'achèvement de la vinification et après l'achèvement des opérations de clarification principale.

Après l'octroi de la reconnaissance, le vin peut encore subir une filtration de finition pour l'embouteillage mais ne subit plus d'autre procédé œnologique. Le demandeur indique dans la demande de reconnaissance si le vin est filtré avant la mise en bouteille.

Sous-section 2. — Constitution et utilisation du dossier de demande de reconnaissance

Art. 20. Outre la demande de reconnaissance visée à l'article 17, le demandeur transmet chaque année à l'organisme certificateur agréé :

1° une déclaration de stock, concernant le vin en vrac et en bouteilles, arrêtée au 31 août de l'année de récolte;

2° une déclaration de récolte transmise à l'organisme certificateur pour le 30 novembre.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, la déclaration parvient à l'organisme certificateur pour le 1^{er} octobre qui suit.

Art. 21. La déclaration de stock visée à l'article 20, alinéa 1^{er}, 1°, contient au minimum:

1° les éléments requis pour la demande de reconnaissance visée à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1° à 7°;

2° une déclaration de tous les vins en stock en vrac reprenant au minimum les volumes, cépages et années de production, les vins étant identifiés, le cas échéant, comme bénéficiant ou pressentis pour le bénéfice d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique;

3° une déclaration de tous les vins en stock en bouteilles reprenant au minimum les informations visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2°;

4° des indications relatives à l'année de récolte en cours, en ce compris les circonstances météorologiques, la pression parasitaire, le pronostic quantitatif et qualitatif, la date de récolte prévue.

Art. 22. La déclaration de récolte visée à l'article 18, alinéa 1^{er}, 2°, contient au minimum:

1° les éléments requis pour la demande de reconnaissance visée à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1° à 7°;

2° la localisation précise des parcelles plantées en vignes pour la production concernée reprenant la commune et le numéro du parcellaire attribué dans le système intégré de gestion et de contrôle prévu à l'article 17 du Règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001 du Conseil ou la référence cadastrale des parcelles plantées ou une indication officielle équivalente;

3° les superficies, exprimées en hectare, are, centiare, plantées en vignes pour la production concernée, pour chaque récolte;

4° les cépages relatifs à chaque récolte;

5° la couleur du moût obtenu pour chaque récolte;

6° les volumes en cave après pressurage pour chaque récolte;

7° les rendements, exprimés en hectolitre par hectare pour chaque récolte;

8° la teneur en sucre naturel totale, exprimée en gramme par litre, pour chaque récolte;

9° la teneur en acidité totale naturelle, exprimée en gramme par litre d'acide sulfurique ou d'acide tartrique, pour chaque récolte;

10° des indications relatives à l'année de récolte, en ce compris les circonstances météorologiques, la pression parasitaire, l'impression générale, le pronostic qualitatif;

11° des informations concernant les nouvelles plantations non encore en production en ce compris la localisation précise des parcelles, les superficies, les cépages;

12° des informations concernant les plantations prévues dans un futur proche en ce compris comme la localisation précise des parcelles, les superficies, les cépages;

13° les volumes et les dénominations pour lesquels une reconnaissance est envisagée, le cas échéant.

Art. 23. L'ensemble des documents comprenant la demande de reconnaissance visée à l'article 17 et les déclarations de stock et de récolte visées respectivement aux articles 21 et 22 constituent le dossier de demande de reconnaissance. Un dossier complet est requis pour l'obtention d'une reconnaissance.

Les formulaires relatifs aux déclarations de stock, de récolte et de demande de reconnaissance visées à l'alinéa 1^{er} sont établis par le service, en collaboration avec l'organisme certificateur et fournis aux viniculteurs par ce dernier pour le 1^{er} août en ce qui concerne les deux premiers formulaires et à la demande pour le troisième ou mis à disposition par le service par l'intermédiaire du site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

L'organisme certificateur est responsable de la vérification des éléments présents dans le dossier de demande de reconnaissance.

L'organisme certificateur transmet annuellement au service les données relatives aux stocks, récoltes et volumes certifiés. L'administration transmet ces données à la Commission européenne. L'administration peut utiliser ces données à des fins statistiques.

Section 2. — Autres obligations déclaratives et registres

Art. 24. Tout viculteur destinant un vin non conditionné bénéficiant d'une dénomination wallonne à une transaction ou à une mise en marché à destination du consommateur le déclare par envoi électronique auprès de l'organisme certificateur dans un délai de dix jours ouvrables avant la première transaction ou la première mise en marché à destination du consommateur du vin. Cette déclaration précise :

- 1° l'identité du viculteur;
- 2° le volume prévisionnel de vin concerné;
- 3° la date prévisible de transaction ou de mise en marché à destination du consommateur.

Art. 25. Tout viculteur souhaitant conditionner un vin bénéficiant d'une dénomination wallonne le déclare par envoi électronique auprès de l'organisme certificateur dans un délai de dix jours ouvrables avant le premier conditionnement. Cette déclaration précise :

- 1° l'identité du viculteur;
- 2° le volume prévisionnel de vin concerné;
- 3° la date prévisible du conditionnement.

Tout viculteur souhaitant effectuer une expédition hors du territoire national d'un vin non conditionné bénéficiant d'une dénomination wallonne le déclare par envoi électronique auprès de l'organisme certificateur dans un délai de dix jours ouvrables avant l'expédition.

Tout viculteur souhaitant effectuer un déclassement d'un vin bénéficiant d'une dénomination wallonne le déclare par envoi électronique auprès de l'organisme certificateur au plus tard le 15 décembre suivant ce déclassement.

Art. 26. Les formulaires de déclaration visés aux articles 24 et 25 sont établis par le service, en collaboration avec l'organisme certificateur, et fournis par l'organisme certificateur ou mis à disposition par le service par l'intermédiaire du site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Art. 27. Le viculteur tient un ou plusieurs registres permettant d'établir une traçabilité totale des produits, de la parcelle au vin conditionné. L'organisme certificateur ou le service peut imposer un canevas pour un ou plusieurs desdits registres.

Section 3. — Processus de reconnaissance

Art. 28. Le déroulement du processus de reconnaissance d'un vin comme appellation d'origine ou indication géographique s'effectue selon un schéma comprenant :

- 1° l'introduction de la demande de reconnaissance par le viculteur auprès de l'organisme certificateur avec indication du mois de la session de dégustation voulue;
- 2° la vérification des éléments du dossier de demande de reconnaissance et le prélèvement d'échantillons par l'organisme certificateur chez le viculteur;
- 3° la réalisation d'une analyse chimique sur un des échantillons prélevés;
- 4° la réalisation d'une analyse organoleptique par le jury de dégustation visé à l'article 33, § 1^{er} ;
- 5° l'octroi ou le refus de la reconnaissance par délivrance ou non du certificat visé à l'article 32, alinéa 2.

Art. 29. § 1^{er}. Le prélèvement des échantillons est sous la responsabilité de l'organisme certificateur.

Pour les vins tranquilles, l'échantillonnage s'effectue sur le vin dit « brut de cuve », sur la cuve ou le fût, avant la mise en bouteille. Les modalités précises de l'échantillonnage sont fixées par l'organisme certificateur.

Pour les vins mousseux, l'échantillon consiste en bouteilles prêtes à la commercialisation, avant leur étiquetage.

§ 2. Six échantillons d'au moins septante-cinq centilitres chacun sont prélevés aux fins suivantes :

- 1° un échantillon est conservé par le viculteur;
- 2° un échantillon est destiné à l'analyse chimique;
- 3° quatre échantillons sont conservés par l'organisme certificateur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, les échantillons sont conservés aux fins suivantes :

- 1° deux échantillons sont destinés à l'analyse organoleptique;
- 2° deux échantillons sont conservés, pendant une période de trois mois à partir de la date du bulletin d'analyse chimique, en cas de contestation des résultats de l'analyse chimique ou organoleptique.

Art. 30. L'organisme certificateur est responsable de la réalisation de l'analyse chimique.

L'analyse chimique comprend les paramètres repris à l'article 26, a), du Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009.

Le viculteur est informé des résultats des analyses menées sur ses produits par l'envoi d'une copie du bulletin d'analyse par l'organisme certificateur.

Le viculteur peut contester les résultats analytiques visés à l'alinéa 3, dans les quinze jours suivant la réception desdits résultats et demander une contre-analyse à l'organisme certificateur. Celle-ci se déroule dans un laboratoire accrédité selon la norme ISO/CEI 17025 pour les analyses considérées, au choix du demandeur et à ses frais. Les résultats sont obligatoires pour les deux parties.

Art. 31. Seuls les vins conformes à l'analyse chimique sont soumis à l'analyse organoleptique.

L'analyse organoleptique s'effectue à l'aveugle par un jury mixte composé de viculteurs, d'experts et de représentants de l'administration, sous la supervision de l'organisme certificateur.

Aux fins de l'analyse organoleptique des vins présentés à la reconnaissance, des sessions de dégustation sont organisées régulièrement, les vins étant regroupés par dénominations.

L'organisation de ces sessions de dégustation est détaillée aux articles 33 à 35.

Art. 32. L'organisme certificateur remet un avis motivé sur la décision de reconnaissance au demandeur dans les vingt et un jours suivant l'analyse organoleptique, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code. Une copie est envoyée au service.

Si l'avis est favorable pour un ou plusieurs vins, un certificat de reconnaissance est fourni en même temps que l'avis, pour chaque vin reconnu comme appellation d'origine ou indication géographique, libellé pour un volume et un numéro de lot déterminés.

Le service peut assurer la publicité des reconnaissances octroyées par toute voie qu'il juge pertinente.

Les coûts liés à la reconnaissance sont supportés par le demandeur et englobent les coûts de l'analyse chimique et les frais liés à l'analyse organoleptique, indépendamment de l'attribution finale ou non d'un certificat. Ils sont facturés par l'organisme certificateur.

Section 4. — Organisation des sessions de dégustation

Art. 33. § 1^{er}. Un jury de dégustation chargé, à travers la tenue de sessions de dégustation, de vérifier la conformité des vins candidats à l'octroi de l'une des appellations wallonnes aux standards organoleptiques olfactifs, visuels et gustatifs communément acceptés pour des vins de qualité et aux grands critères organoleptiques spécifiques définis pour l'appellation à laquelle ils prétendent est institué.

Le jury de dégustation fonctionne sous la supervision de l'organisme certificateur agréé qui en assure le secrétariat, en ce compris l'envoi des convocations aux réunions et la rédaction et l'envoi des procès-verbaux de réunions.

§ 2. Le jury de dégustation se compose des membres effectifs suivants, disposant chacun d'une voix délibérative :

- 1° un représentant des viculteurs par appellation wallonne;
- 2° deux représentants de l'ASBL Association des Vignerons de Wallonie, ci-après « ASBL A.V.W. »;
- 3° un représentant de l'ASBL Vinum & Spiritus Association Belgium;
- 4° un expert du secteur hôtellerie-restauration-café;
- 5° un expert de la distribution en grandes et moyennes surfaces;
- 6° un expert du négoce au détail;
- 7° un expert d'une haute école ou d'une université présentant une connaissance scientifique en rapport avec le domaine du vin;
- 8° un œnologue diplômé;
- 9° un sommelier qualifié;
- 10° un expert d'une école hôtelière présentant une connaissance en rapport avec le domaine du vin;
- 11° un représentant de la Direction générale de l'Inspection économique;
- 12° un représentant de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité;
- 13° deux représentants de l'administration.

Un membre suppléant peut être désigné pour chaque membre effectif mentionné au paragraphe 3.

§ 3. Les membres mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 11° à 13°, ainsi que leurs suppléants, sont proposés par les organisations concernées à l'organisme certificateur et au service.

Les autres membres et leurs suppléants sont proposés à l'organisme certificateur et au service par l'ASBL A.V.W. à l'issue d'une période de sélection transparente garantissant l'expertise et l'indépendance des personnes choisies au regard des objectifs poursuivis par le jury de dégustation.

§ 4. Les membres du jury de dégustation sont désignés par l'organisme certificateur, en accord avec le service, pour une durée d'un an. La liste des membres du jury de dégustation est publiée par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

La présidence du jury de dégustation est assurée par le représentant du service, la vice-présidence par le représentant de la Direction générale de l'Inspection économique.

Art. 34. § 1^{er}. Une session de dégustation est organisée trimestriellement, à moins qu'aucune demande de reconnaissance n'ait été introduite pour une session donnée.

Les sessions de dégustation sont organisées en principe aux environs de la mi-avril, mi-juin, début septembre et mi-novembre. Un calendrier prévisionnel annuel des sessions de dégustation est établi et communiqué par l'organisme certificateur aux membres du jury de dégustation au début de chaque année civile. L'organisme certificateur envoie une convocation aux membres effectifs et suppléants, par simple envoi électronique, au moins sept jours avant la date de la session de dégustation.

§ 2. Le jury ne délibère valablement que si les membres effectifs, ou leurs suppléants, présents représentent au moins la moitié du nombre total des membres effectifs.

Un membre absent peut donner procuration à un autre membre du jury, qui ne peut disposer que d'une procuration. Un membre viculteur peut uniquement donner une procuration à un autre membre viculteur.

Art. 35. L'examen organoleptique a trait au minimum à la couleur, l'odeur et le goût selon une cotation établie dans une grille d'évaluation dont le canevas et les principes d'application et d'interprétation des résultats sont arrêtés par le service et publiés sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

La dégustation s'effectue sur des échantillons anonymes et dans le silence. Aucune information sur les vins présentés n'est communiquée au jury avant la dégustation, mises à part celles qui figurent sur la grille d'évaluation.

Les décisions relatives à la conformité ou non du vin du point de vue organoleptique sont prises conformément aux principes arrêtés en application du paragraphe 1^{er} et selon des règles de délibération établies par le service, en accord avec l'organisme certificateur. Ces règles sont publiées sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

Aucune information nominative n'est communiquée après le vote.

Les membres du jury respectent de la confidentialité sur le déroulement et les résultats des dégustations.

Le jury peut exceptionnellement et dans des circonstances particulières motivées réexaminer au cours d'une seconde session de dégustation un échantillon qui a déjà été présenté au cours d'une session précédente. A cette fin, une demande motivée est introduite auprès de l'organisme certificateur par le demandeur, dans les quinze jours suivant la réception par le demandeur de l'avis émis par l'organisme certificateur visé à l'article 32, § 1^{er}, avec copie au service, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, conformément aux articles D.15 et D.16 du Code. Les coûts du second examen sont à charge du demandeur.

Namur, le 14 juillet 2016.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204579]

14. JULI 2016 — Ministerialerlass zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2008 zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1576/89 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 436/2009 der Kommission vom 26. Mai 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 479/2008 des Rates hinsichtlich der Weinbaukartei, der obligatorischen Meldungen und der Sammlung von Informationen zur Überwachung des Marktes, der Begleitdokumente für die Beförderung von Weinbauerzeugnissen und der Ein- und Ausgangsbücher im Weinsektor;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 der Kommission vom 14. Juli 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 479/2008 des Rates hinsichtlich der geschützten Ursprungsbezeichnungen und geografischen Angaben, der traditionellen Begriffe sowie der Kennzeichnung und Aufmachung bestimmter Weinbauerzeugnisse;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 716/2013 der Kommission vom 25. Juli 2013 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 92 bis 116;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 über die Begriffsbestimmung, Beschreibung, Aufmachung und Etikettierung von aromatisierten Weinerzeugnissen sowie den Schutz geografischer Angaben für aromatisierte Weinerzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1601/91 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 664/2014 der Kommission vom 18. Dezember 2013 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung der EU-Zeichen für geschützte Ursprungsbezeichnungen, geschützte geografische Angaben und garantiert traditionelle Spezialitäten sowie im Hinblick auf bestimmte herkunftsbezogene Vorschriften, Verfahrensvorschriften und zusätzliche Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 668/2014 der Kommission vom 13. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 und D.426 § 2 Ziffer 2;

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region, Artikel 14^{bis}, 14^{ter}, 14^{quater} und 14^{quinquies}, eingefügt durch das Dekret vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben, Artikel 8, 16, 42, 43 und 74.

Aufgrund des am 12. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 18. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. Juni 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59502/4,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben.

KAPITEL I — *Geschützte Ursprungsbezeichnungen, geschützte geografische Angaben, garantiert traditionelle Spezialitäten*

Abschnitt I — Beurteilung des Antrags auf Eintragung auf regionaler Ebene

Unterabschnitt I — Bildung und Arbeitsweise der Sachverständigengruppe

Art. 2 - Die Dienststelle bildet die in Artikel 16 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung von 14. Juli 2016 erwähnte Sachverständigengruppe und gewährleistet die Sekretariatsführung.

Die Aufgabe jedes Sachverständigen besteht darin, ein schriftliches Gutachten über den Antrag abzugeben, und anschließend an einem Arbeitstreffen sowie an einem elektronischen Austausch mit der Dienststelle teilzunehmen, die darauf abzielt, ein ausführliches Gesamtgutachten über den Antrag zu erstellen.

Die Sachverständigengruppe setzt sich mindestens aus drei Sachverständigen und ggf. aus einem oder mehreren Stellvertretern zusammen.

Der Sachverständige verpflichtet sich zur Vertraulichkeit, wenn er sich bereit erklärt, Mitglied einer Sachverständigengruppe zu werden.

Die Namen der Sachverständigen, die zur Abgabe eines Gutachtens beigetragen haben, werden in eine "Liste von beratenden Sachverständigen in Sachen landwirtschaftliche Nahrungsmittel" aufgeführt, die auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht wird. In dieser Liste werden außerdem für jeden Sachverständigen das Fachgebiet oder das bzw. die Erzeugnisse angegeben, für das bzw. die die Sachkenntnis des Sachverständigen von der Verwaltung anerkannt wird.

Unterabschnitt 2 — Überprüfung des Antrags und Abgabe von Gutachten

Art. 3 - Spätestens sieben Tage nach Ablauf der in Artikel 7 oder ggf. Artikel 15 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 vorgesehenen Frist übermittelt die Dienststelle den Sachverständigen den Antrag, die etwaigen Einwände, Bemerkungen, Einsprüche von Dritten und die Antwort des Antragstellers, denen die Kommentare der Dienststelle ggf. beigefügt werden, in Anwendung von Artikel 15 § 4 des besagten Erlasses. Die auf den Antrag anwendbaren Rechtsvorschriften in Sachen Ursprungsbezeichnungen, geografische Angaben oder garantiert traditionelle Spezialitäten werden ebenfalls beigefügt. Die Kommunikation zwischen der Dienststelle und den Experten erfolgt auf elektronischem Wege. Jeder Sachverständige bestätigt den Empfang der von der Dienststelle versandten Dokumente.

Art. 4 - Jeder Sachverständige verfügt über dreißig Tage ab dem Versand durch die Dienststelle der in Artikel 3 erwähnten Dokumente, um ein ausführliches schriftliches Gutachten über den Antrag abzugeben.

Das Gutachten umfasst:

- 1° eine gründliche Bewertung der Elemente des technischen Lastenheftes;
- 2° daneben eine Beurteilung der Übereinstimmung des Lastenheftes oder der technischen Unterlage mit der auf den Antrag anwendbaren Gesetzgebung in Sachen Ursprungsbezeichnungen, geografische Angaben oder garantiert traditionelle Spezialitäten, wobei die Übereinstimmung des Erzeugnisses und der Bezeichnung mit den Anforderungen der erwähnten Gesetzgebung und die Relevanz des Zusammenhangs besonders berücksichtigt werden;
- 3° eine Beurteilung des Einheitsdokumentes als Zusammenfassung des Lastenheftes und sekundär unter Zugrundelegung der anwendbaren verordnungsrechtlichen Anforderungen;
- 4° eine kritische Beurteilung der etwaigen Einwände und der jeweils erteilten Antworten;
- 5° Kommentare und ggf. Änderungsvorschläge oder Anträge auf weitere Informationen.

Sollte ein Sachverständiger ausfallen, holt die Dienststelle das Gutachten eines in Artikel 2 erwähnten Stellvertreters ein. Die in § 1 erwähnte Frist beginnt dann, wenn der Antrag auf Gutachten dem Vertreter übermittelt wird.

Art. 5 - Nach Ablauf der in Artikel 4 Absatz 1 vorgesehenen Frist stellt die Dienststelle die Gutachten zusammen und beruft eine Versammlung der Sachverständigengruppe innerhalb von fünfzehn Tagen nach der besagten Frist ein. Der Direktor der Dienststelle - oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung sein Vertreter - führt den Vorsitz der Sitzung. Der mit der Prüfung des Antrags beauftragte Bedienstete der Dienststelle gewährleistet die Sekretariatsführung. Ein Jurist der Verwaltung wird hinzugezogen.

Die Dienststelle und der in Absatz 1 erwähnte Jurist der Verwaltung überprüfen die Übereinstimmung des Antrags mit den Vorschriften.

Art. 6 - § 1 - Innerhalb von sieben Tagen nach der in Artikel 5 Absatz 1 erwähnten Versammlung wird ein Gesamtgutachten, das den Standpunkt der Sachverständigengruppe und der Dienststelle wiedergibt, von der Dienststelle verfasst, den Teilnehmern der Versammlung übermittelt und von den Sachverständigen innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Versand auf elektronischem Wege gebilligt.

Das in Absatz 1 erwähnte Gutachten ist entweder günstig, bedingt günstig oder ungünstig. Im zweiten Fall umfasst es Änderungsvorschläge oder Anträge auf weitere Informationen, die sich an den Antragsteller richten.

Falls das Gutachten Änderungsvorschläge oder Anträge auf weitere Informationen, die sich an den Antragsteller richten, umfasst, werden diese ihm innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Versammlung durch jedes Mittel übermittelt, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

§ 2 - Der Antragsteller bestätigt den Empfang der in § 1 Absatz 3 erwähnten Elemente. Er verfügt über dreißig Tage, um der Dienststelle eine Antwort zu erteilen. In Ermangelung einer Antwort innerhalb der vorgeschriebenen Frist gilt der Antrag als von Amts wegen zurückgezogen.

Die Dienststelle bestätigt den Empfang der Antwort des Antragstellers, prüft sie und legt sie den Sachverständigen und ggf. dem Juristen der Verwaltung zur Genehmigung oder ggf. zur kritischen Prüfung innerhalb von dreißig Tagen nach der Antwort des Antragstellers vor. Die Dienststelle passt das in § 1 Absatz 2 erwähnte Gutachten auf der Grundlage der Gutachten, die sie von den Sachverständigen erhalten hat, an und legt es den Sachverständigen innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Empfang der Antwort des Antragstellers zur Genehmigung vor.

Der Informationsaustausch erfolgt auf elektronischem Wege.

Art. 7 - Das Gutachten der Sachverständigengruppe wird dem Minister zusammen mit dem Antrag, den etwaigen Einwänden und der darauf erteilten Antwort innerhalb von dreißig Tagen nach der in Artikel 6 § 1 erwähnten Versammlung oder ggf. innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Artikel 6 § 2 Absatz 1 vorgesehenen Frist unterbreitet.

Das Gutachten der Sachverständigengruppe ist nicht verbindlich.

Abschnitt 2 — Etikettierung und Aufmachung der Erzeugnisse

Art. 8 - Nur die in Anwendung von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 eingetragenen sprachlichen Fassungen der Bezeichnung werden für die Etikettierung verwendet.

Wenn die Bezeichnung mit der Angabe oder sogar deren Abkürzung, die der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht, oder mit dem entsprechenden europäischen Logo verbunden ist, werden nur die eingetragenen Fassungen der Bezeichnung verwendet. Diese Fassungen werden vollständig wiedergegeben, so wie sie eingetragen wurden.

Die eingetragene Bezeichnung wird übersetzt und wird in der Etikettierung nur in der Sprache, die den eingetragenen Fassungen entspricht, aufgeführt. In Abweichung davon kann das technische Lastenheft eine Übersetzung in eine oder mehrere Sprachen vorsehen oder diese Übersetzung der freien Wahl der Betreiber überlassen. In diesem Fall werden die übersetzten Bezeichnungen unter Einhaltung der Bestimmungen von Artikel 9 § 2 Ziffer 5 verwendet.

Wenn mehrere Bezeichnungen für mehrere Formen desselben Erzeugnisses eingetragen sind, wird nur die mit der betreffenden Form verbundene Bezeichnung für die Etikettierung verwendet.

Art. 9 - § 1 - Im Falle von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Lebensmitteln enthält das Etikett auf jeder Einzelverpackung folgende Angaben, wenn das Erzeugnis vorverpackt und für den Endverbraucher bestimmt ist:

- 1° die eingetragene Bezeichnung, ggf. mit einer oder mehreren anderen eingetragenen sprachlichen Fassungen;
- 2° die Abkürzung der Angabe, die der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht;
- 3° das Logo der Europäischen Union, das der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht;
- 4° ggf. eine durch das technische Lastenheft verlangte Angabe, um eine Besonderheit des Erzeugnisses anzugeben oder genauer zu bestimmen.

Zur Anwendung von Ziffer 2 wird die neben der Bezeichnung vermerkte Angabe in der Sprache der genannten Bezeichnung angegeben.

Für die Anwendung von Ziffer 3 wird die Sprache des Logos der Europäischen Union der freien Wahl des Verantwortlichen für die Verpackung überlassen oder im technischen Lastenheft festgesetzt.

Für die Anwendung von Ziffer 4 kann das technische Lastenheft vorsehen, dass die Verwendung bestimmter Angaben für die Etikettierung verboten ist, oder die einzigen fakultativen Angaben bestimmen, die verwendbar sind, oder Angaben verlangen, die Anwendung finden, wenn das Erzeugnis eine Besonderheit aufweist.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Elemente werden alle sichtbar und deutlich lesbar auf der Vorderseite der Verpackung außerhalb der Zutatenliste angegeben. Diese Elemente erscheinen vollständig und werden nicht durch andere Angaben oder Bildzeichen verdeckt, verborgen oder getrennt. Außerdem:

1° genügt die für die eingetragene Bezeichnung verwendete Typografie den folgenden Bestimmungen:

a) die Groß- und Kleinschreibung der eingetragenen Bezeichnung wird beachtet oder die Bezeichnung wird nur in Großbuchstaben geschrieben;

b) die Bezeichnung wird hinsichtlich aller ihrer Komponenten einheitlich geschrieben, sowohl was die Größe als auch die Schriftart oder die Farbe der Schriftzeichen betrifft.

c) in Abweichung von Buchstabe b) kann im technischen Lastenheft vorgesehen werden, dass ein Teil der Bezeichnung sich von dem Rest der Bezeichnung unterscheiden kann;

2° wird die Abkürzung der Bezeichnung, die der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht, unmittelbar nach der eingetragenen Bezeichnung angegeben, und zwar auf der gleichen Linie oder direkt unter dieser, in Großbuchstaben, ohne Punkt, wobei die Schriftzeichen die gleiche Schriftart und die gleiche Farbe wie die Schriftzeichen, die die besagte Bezeichnung bilden, und die gleiche Größe wie die größten, für die Bezeichnung verwendeten Schriftzeichen haben;

3° ist der Durchmesser des Logos der Europäischen Union, das der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht, größer als fünfzehn Millimeter und nicht kleiner als die größte Abmessung jegliches anderen, auf dem Etikett angebrachten Logos, vorbehaltlich einer im technischen Lastenheft ausdrücklich vorgesehenen Abweichung;

4° steht die in § 1 Absatz 1 Ziffer 4 erwähnte Angabe unter den drei ersten, in demselben Paragraph erwähnten Elementen. Die Versalhöhe der für diese Angabe verwendeten Schriftzeichen entspricht mindestens die Hälfte der Versalhöhe des größten, für die eingetragene Bezeichnung verwendeten Schriftzeichens, wobei die Schriftart und die Farben der Schriftzeichen der Angabe und der Bezeichnung gleich sind;

5° wenn Elemente, wie eine Handelsmarke, eine Verkaufsbezeichnung, eine andere als die ggf. durch das technische Lastenheft verlangte Angabe, die zum Zweck hat, eine Besonderheit des Erzeugnisses anzugeben, auf dem Etikett angebracht werden, sind sie von der eingetragenen Bezeichnung deutlich getrennt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe c) entspricht die Bezeichnung den folgenden Abmessungen und Proportionen:

a) der maßgebliche Teil der Bezeichnung wird in Schriftzeichen geschrieben, die mindestens ebenso groß sind wie die größten Schriftzeichen auf dem Etikett, sowohl was die Höhe als auch die Breite und die Dicke betrifft, abgesehen von den Informationen über den Preis, das Gewicht und ggf. die Handelsmarke, sofern dies ausdrücklich im technischen Lastenheft aufgeführt ist;

b) die Versalhöhe der für den maßgeblichen Teil der Bezeichnung verwendeten Zeichen entspricht mindestens 1/5 des Durchmessers des im vorliegenden Paragraphen Ziffer 3 erwähnten Logos;

c) die Schriftzeichen des nicht maßgeblichen Teils der Bezeichnung sind mindestens halb so groß wie die für den Rest der Bezeichnung verwendeten Schriftzeichen, wobei die Schriftart und die Farbe der Schriftzeichen für beide Teile der Bezeichnung gleich sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 wird das Logo mit der eingetragenen Bezeichnung visuell eng verbunden; es steht unmittelbar nach der Bezeichnung oder direkt unter dieser. Es wird mit der Bezeichnung eindeutig verbunden. Das Logo stiftet keine Verwirrung bei den Verbrauchern, indem es mit keinem anderen Element des Etiketts als der eingetragenen Bezeichnung in Zusammenhang steht.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5 werden die erwähnten Elemente nicht auf der gleichen Linie wie die besagte Bezeichnung aufgeführt und sind von dieser durch einen vertikalen Abstand getrennt, der mindestens drei Mal der Versalhöhe des größten für die eingetragene Bezeichnung verwendete Schriftzeichens entspricht.

In Abweichung von den Bestimmungen von Absatz 1 kann eine spezifische grafische Charta von der beschneidenden Stelle festgelegt und gebilligt werden. Gegebenenfalls können die in Absatz 1 erwähnten Elemente auf einem getrennten Etikett aufgeführt werden, das im gleichen Blickfeld wie das Hauptetikett steht.

§ 3 - In Abweichung von den in § 2 Ziffer 2 vorgesehenen Bestimmungen kann die Abkürzung der Angabe, die der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht, durch die ausgeschriebene Angabe ersetzt werden. In diesem Fall müssen die Schriftzeichen der Angabe die gleiche Schriftart und die gleiche Farbe haben wie die Schriftzeichen der besagten Bezeichnung und eine Größe haben, die höchstens zwei Drittel der größten für die Bezeichnung verwendeten Schriftzeichen ausmacht.

In Abweichung von den in § 2 Ziffer 3 vorgesehenen Bestimmungen kann das angebrachte Logo in durch die Besonderheiten der Verpackung oder der Etikettierung gebührend begründeten Fällen einen Durchmesser von weniger als fünfzehn Millimeter haben. Der minimale Durchmesser darf dann bis auf zehn Millimeter reduziert werden. Diese Abweichung wird im technischen Lastenheft ausdrücklich aufgeführt. Ist dies nicht der Fall, kann diese Abweichung von Fall zu Fall von jedem Verantwortlichen für die Verpackung bei dem Direktor der Dienststelle beantragt werden, der die Relevanz des Antrags bewertet und diesen genehmigt oder ablehnt.

In Abweichung von den in § 2 Ziffer 5 vorgesehenen Bestimmungen kann der vorerwähnte Abstand in durch die Besonderheiten der Verpackung oder der Etikettierung gebührend begründeten Fällen auf einen Abstand verringert werden, der mindestens einmal der Versalhöhe des größten für die eingetragene Bezeichnung verwendete

Schriftzeichens entspricht. Diese Abweichung wird im technischen Lastenheft ausdrücklich aufgeführt. Ist dies nicht der Fall, kann diese Abweichung von Fall zu Fall von jedem Verantwortlichen für die Verpackung bei der Dienststelle beantragt werden, die die Relevanz des Antrags bewertet und diesen genehmigt oder ablehnt.

§ 4 - Wenn das vorverpackte Erzeugnis für den Endverbraucher bestimmt ist, aber auf einer dem Verkauf an den Endverbraucher vorangehenden Stufe vermarktet wird, sofern diese Stufe nicht der Verkauf an eine gemeinschaftliche Einrichtung ist, oder für die Abgabe an gemeinschaftliche Einrichtungen bestimmt ist, um dort zubereitet, verarbeitet, aufgeteilt oder abgegeben zu werden, können die in § 1 erwähnten Elemente in Abweichung von den Bestimmungen von § 2 lediglich auf der äußeren Verpackung, in der das Erzeugnis vermarktet wird, aufgeführt werden.

Art. 10 - Was die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel betrifft, wenn das Erzeugnis ohne Verpackung vermarktet wird, werden die in Artikel 9 § 1 erwähnten Informationen unzweideutig, gut sichtbar und lesbar für den Verbraucher auf dem Preisschild neben den Erzeugnissen aufgeführt. Die in Artikel 9 § 2 erwähnten Regeln finden Anwendung.

Die in Artikel 9 § 2 erwähnten Regeln sind *mutatis mutandis* auf das Werbematerial und die Werbepapiere anwendbar.

Wenn das Erzeugnis, das für eine Vermarktung an einen Kunden bestimmt ist, der nicht der Endverbraucher ist, vorverpackt und etikettiert wird, als ob dieser Kunde der Endverbraucher wäre, finden die in Artikel 9 erwähnten Regeln Anwendung.

Art. 11 - Wenn das Agrarerzeugnis oder das Lebensmittel, dessen Bezeichnung eingetragen ist, als Zutat verwendet wird oder Teil eines Sortiments von verschiedenen Erzeugnissen ist, darf nur die abgekürzte Angabe, die der Art des Schutzes der Bezeichnung entspricht, an die auf dem Etikett aufgeführte Bezeichnung angefügt werden, auch wenn diese in der Zutatenliste erscheint. Die in Artikel 8 Absätze 2 bis 5 und in Artikel 9 § 2 Ziffern 1 und 2 vorgesehenen Bestimmungen finden Anwendung.

Absatz 1 ist auf die Erzeugnisse anwendbar, die auf den Karten, den Preislisten oder jeder sonstigen Aufmachungsform, die für den Endverbraucher der Hotel-, Restaurant- und Café-Besitzer bestimmt ist, aufgemacht sind. Im technischen Lastenheft kann allerdings vorgesehen werden, dass das Logo der Europäischen Union auf diesen Dokumenten angebracht wird. In diesem Fall findet die in Artikel 9 § 2 Ziffer 3 vorgesehene Bestimmung zusätzlich zu den in § 1 vorgesehenen Bestimmungen Anwendung.

Art. 12 - Jede Karte oder jedes Bildzeichen in der Etikettierung, die bzw. das sich auf eine als Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe eingetragene Bezeichnung bezieht, führt nicht zu Verwirrung hinsichtlich des Einzugsgebiets der Bezeichnung.

Art. 13 - Ein Element wie eine Plakette oder ein Siegel ist ein Element der Rückverfolgbarkeit, auf dem das Logo der Europäischen Union oder eine Angabe, ggf. abgekürzt, angebracht ist, und entspricht der Art des Schutzes der Bezeichnung. Dieses Element ersetzt das Etikett nicht, es kann dieses aber ergänzen und es entspricht den in Anhang X der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 vom 13. Juni 2014 erwähnten Anforderungen.

Art. 14 - Was die Weinerzeugnisse betrifft, ist die Verwendung der fakultativen Angaben nach Artikel 120 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 oder der Begriffe betreffend den Betrieb nach Artikel 57 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009 im technischen Lastenheft des betroffenen Erzeugnisses geregelt.

Wenn ein traditioneller Begriff nach Artikel 112 Punkt *b*) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 oder ein Begriff betreffend den Betrieb nach Artikel 57 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009 in der Etikettierung aufgeführt wird, ist keine der Abmessungen der Schriftzeichen des besagten Begriffs größer als diejenigen der Schriftzeichen der geschützten Bezeichnung.

KAPITEL II — Kontrolle und Zertifizierung

Art. 15 - Das vorliegende Kapitel enthält die praktischen Modalitäten für die Organisation der Zertifizierung der wallonischen Weine, für die eine Ursprungsbezeichnung oder eine geografische Angabe beansprucht wird.

Art. 16 - Zur Durchführung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- 1° die Cuvée: alle Tanks oder Fässer, die einen Wein mit den gleichen Merkmalen enthalten;
- 2° die Generaldirektion Wirtschaftsinspektion: die Generaldirektion Wirtschaftsinspektion des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, KMB, Mittelstand und Energie;
- 3° die Partie: das Volumen von fertigem, für die Flaschenabfüllung vorbereitetem Wein, das in einem bestimmten Tank enthalten ist oder das sich auf eine bestimmte Cuvée bezieht.
- 4° die Anerkennung: die Anerkennung einer bestimmten Weinmenge, die einer bestimmten Partie entspricht, sodass sie eine wallonische Bezeichnung, die als Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe anerkannt ist, tragen kann.

Abschnitt I — Akte des Anerkennungsantrags

Unterabschnitt I — Anerkennungsantrag

Art. 17 - Um eine Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe verwenden zu können, stellt jeder Weinproduzent einen Anerkennungsantrag bei der zugelassenen bescheinigenden Stelle, die mit der Zertifizierung der Erzeugnisse für die betroffene Bezeichnung beauftragt ist.

Eine Mindestproduktion von 60 Litern pro Partie ist notwendig, um einen Anerkennungsantrag einreichen zu können.

Art. 18 - Der in Artikel 17 erwähnte Anerkennungsantrag enthält mindestens:

- 1° das Produktionsjahr oder den Jahrgang, das bzw. der vom Antrag betroffen ist;
- 2° den Namen des Weinproduzenten als natürliche oder juristische Person, die Anschrift und die Kontaktdaten ihres Gesellschaftssitzes;
- 3° den Rechtsstatus des Antragstellers und seine Identifizierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 4° die Anschrift des Betriebssitzes;
- 5° den Namen und die Kontaktdaten des Verantwortlichen, falls dieser mit dem Antragsteller nicht identisch ist;
- 6° die Anschrift des Lagerungsorts, wenn dieser mit dem Betriebsort nicht identisch ist;
- 7° die Weinbauzone im Sinne von Anlage I des Anhangs VII der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 und, je nach der betroffenen Bezeichnung, das Erzeugungsgebiet;
- 8° die vom Antrag betroffene Bezeichnung;
- 9° ggf. die beanspruchte geografische Untereinheit;

- 10° die vom Antrag betroffene Partienummer;
- 11° die Zusammensetzung des Weins, wenn er aus Assemblagen stammt;
- 12° eine Erinnerung des bzw. der Rebsorten, die der bzw. den Ernten entsprechen, die bei der Zusammenstellung des Weins verwendet wurden;
- 13° die Farbe des Weins, d.h. weiß, rot oder rosé;
- 14° das in Litern ausgedrückte Gesamtvolumen jeder Partie;
- 15° den in Volumenprozent ausgedrückten Alkoholgehalt jeder Partie;
- 16° den in Milligramm Schwefelsäure oder Weinsäure pro Liter ausgedrückten Gesamtsäuregehalt jeder Partie;
- 17° eine Angabe der angewandten önologischen Verfahren oder der besonderen Erzeugungs- oder Erzeugnismerkmale;

18° eine Erklärung, in der darauf hingewiesen wird, dass die gesamte Verarbeitung der Trauben zu Wein innerhalb des für die Bezeichnung abgegrenzten Gebiets vorgenommen wurde und dass keine anderen önologischen Verfahren oder Behandlungen angewandt wurden, als diejenigen, die durch den Anhang IA der Verordnung (EG) Nr. 606/2009 vom 10. Juli 2009 der Kommission mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 479/2008 des Rates hinsichtlich der Weinbauerzeugniskategorien, der önologischen Verfahren und der diesbezüglichen Einschränkungen zugelassen sind;

19° im Falle der Stillweine eine Erklärung, in der darauf hingewiesen wird, dass die Weinbereitung und die Weinklärung zum Zeitpunkt der Probenahme abgeschlossen sind, und eine Verpflichtung, den Wein nach der Probenahme durch die bescheinigende Stelle keinen anderen önologischen Verfahren oder Behandlungen als einer etwaigen Filtration für die Flaschenabfüllung zu unterwerfen;

20° das Datum, ab dem eine Probenahme aller Partien von der bescheinigenden Stelle vorgenommen werden kann, wobei vorausgesetzt wird, dass ab diesem Datum die Weinbereitung bei den Stillweinen abgeschlossen ist und die Hauptweinklärung bei allen Partien erfolgt ist;

21° eine Angabe, dass der Wein vor der Flaschenabfüllung noch filtriert werden kann;

22° eine Erklärung, dass der Weinproduzent damit einverstanden ist, dass die entnommenen Proben einer analytischen und organoleptischen Untersuchung unterzogen werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 11 wird die Zusammensetzung für jede Partie in Volumen der einzelnen zusammengesetzten Ernten, in Litern ausgedrückt, angegeben.

Art. 19 - § 1 - Der in Artikel 17 erwähnte Anerkennungsantrag wird spätestens sechzig Tage vor dem Datum der in Artikel 34 § 2 erwähnten Weinprobe eingereicht, während deren der Weinproduzent möchte, dass sein Wein verkostet wird. Im Falle der Qualitätsschaumweine und der Crémants wird der Antrag frühestens für die letzte Weinprobe des Jahres, das auf die Ernte folgt, eingereicht.

Die Probenentnahme erfolgt spätestens dreißig Tage vor dem Datum der Weinprobe, während deren der Weinproduzent möchte, dass sein Wein verkostet wird. Ist dies nicht der Fall, wird das Verkosten des Weins auf die nächste Weinprobe verschoben.

§ 2 - Der Anerkennungsantrag wird nach Abschluss der Weinbereitung und der Hauptweinklärung eingereicht.

Nach der Anerkennung kann der Wein noch einer Endfiltration für das Abfüllen unterzogen werden aber er wird keinem weiteren önologischen Verfahren unterzogen. Der Antragsteller gibt im Antrag an, ob der Wein vor der Flaschenabfüllung filtriert wird.

Unterabschnitt 2 — Anlegen und Verwendung der Akte des Anerkennungsantrags

Art. 20 - Zusätzlich zu dem in Artikel 17 erwähnten Anerkennungsantrag übermittelt der Antragsteller jedes Jahr der zugelassenen bescheinigenden Stelle:

1° eine Bestandsmeldung bezüglich des nicht abgefüllten Weins und des Flaschenweins, die am 31. August des Erntejahres festgelegt wird;

2° eine Erntemeldung, die der bescheinigenden Stelle spätestens am 30. November übermittelt wird.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 geht die Meldung bei der bescheinigenden Stelle spätestens am darauffolgenden 1. Oktober ein.

Art. 21 - Die in Artikel 20 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Bestandsmeldung enthält mindestens:

1° die Elemente, die für den in Artikel 18 Absatz 1 Ziffern 1 bis 7 erwähnten Anerkennungsantrag notwendig sind;

2° eine Meldung aller nicht abgefüllten Weine auf Lager, in der mindestens die Volumen, die Rebsorten, die Produktionsjahre und die Weine angegeben werden, denen eine Ursprungsbezeichnung bzw. eine geographische Angabe ggf. zuerkannt wurde oder mutmaßlich zuerkannt werden wird;

3° eine Meldung aller Flaschenweine auf Lager, in der mindestens die in Artikel 18 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Informationen angegeben werden;

4° Angaben über das laufende Erntejahr, einschließlich der meteorologischen Verhältnisse, der Parasitenbelastung, der Prognose über die Mengen und die Qualität sowie des vorgesehenen Erntedatums.

Art. 22 - Die in Artikel 18 Absatz 2 Ziffer 1 erwähnte Erntemeldung enthält mindestens:

1° die Elemente, die für den in Artikel 18 Absatz 1 Ziffern 1 bis 7 erwähnten Anerkennungsantrag notwendig sind;

2° die genaue Ortslage der mit Weinreben angepflanzten Parzellen für die betroffene Erzeugung, einschließlich der Gemeinde und der Nummer der Parzellenaufteilung, die im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems zugewiesen wurde, vorgesehen in Artikel 17 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, oder der Katasterreferenz der bepflanzten Parzellen oder einer gleichwertigen offiziellen Angabe;

3° die mit Weinreben angepflanzten Flächen, ausgedrückt in Hektar, Ar und Centiar, für die betreffende Erzeugung, für jede Ernte;

4° die mit jeder Ernte verbundenen Rebsorten;

5° die Farbe des gewonnenen Mostes für jede Ernte;

6° die Volumen im Keller nach Auspressen für jede Ernte;

7° die in Hektoliter pro Hektar ausgedrückten Erträge für jede Ernte;

8° den in Gramm pro Liter ausgedrückten Gesamtgehalt an natürlichen Zucker für jede Ernte;

9° den in Gramm Schwefelsäure oder Weinsäure pro Liter ausgedrückten natürlichen Gesamtsäuregehalt für jede Ernte;

10° Angaben über das Erntejahr, einschließlich der meteorologischen Verhältnisse, der Parasitenbelastung, des allgemeinen Eindrucks, der Prognose über die Qualität;

11° Informationen bezüglich der neuen Anpflanzungen, die noch nicht im Ertrag stehen, einschließlich genauer Ortslage der Parzellen, Flächen und Rebsorten;

12° Informationen bezüglich der in naher Zukunft geplanten Anpflanzungen, einschließlich genauer Ortslage der Parzellen, Flächen und Rebsorten;

13° ggf. die Volumen und die Bezeichnungen, für die eine Anerkennung erwägt wird.

Art. 23 - Die gesamten Dokumente, d.h. der in Artikel 17 erwähnte Anerkennungsantrag und die in den Artikeln 21 und 22 erwähnte Bestandsmeldung und Erntemeldung, bilden die Akte des Anerkennungsantrags. Eine vollständige Akte ist notwendig, um anerkannt zu werden.

Die Formulare für die Bestandsmeldung, die Erntemeldung und den Anerkennungsantrag, welche in Absatz 1 erwähnt sind, werden von der Dienststelle in Zusammenarbeit mit der bescheinigenden Stelle erstellt und den Weinproduzenten von letzterer spätestens am 1. August, was die zwei ersten Formulare betrifft, und auf Anfrage für das dritte Formular zur Verfügung gestellt, oder werden von der Dienststelle über das Internetportal der wallonischen Landwirtschaft zur Verfügung gestellt.

Die bescheinigende Stelle ist für die Überprüfung der Elemente in der Akte des Anerkennungsantrags verantwortlich.

Die bescheinigende Stelle übermittelt der Dienststelle jährlich die Daten zu den zertifizierten Beständen, Ernten und Volumen. Die Verwaltung übermittelt der Europäischen Kommission diese Daten. Die Verwaltung kann diese Daten zu statistischen Zwecken benutzen.

Abschnitt 2 — Sonstige Meldepflichten und Register

Art. 24 - Jeder Weinproduzent, der einen nicht abgefüllten Wein mit einer wallonischen Bezeichnung für eine Transaktion oder eine Vermarktung für den Verbraucher bestimmt, meldet dies der bescheinigenden Stelle durch elektronisches Schreiben in einer Frist von zehn Werktagen vor der ersten Transaktion bzw. der ersten Vermarktung für den Verbraucher des Weins. In dieser Meldung wird Folgendes angegeben:

1° die Identität des Weinproduzenten;

2° das voraussichtliche Volumen des betroffenen Weins;

3° das voraussichtliche Datum der Transaktion oder der Vermarktung für den Verbraucher.

Art. 25 - Jeder Weinproduzent, der einen Wein mit einer wallonischen Bezeichnung abfüllen möchte, meldet dies der bescheinigenden Stelle durch elektronisches Schreiben in einer Frist von zehn Werktagen vor der ersten Abfüllung. In dieser Meldung wird Folgendes angegeben:

1° die Identität des Weinproduzenten;

2° das voraussichtliche Volumen des betroffenen Weins;

3° das voraussichtliche Datum der Abfüllung.

Jeder Weinproduzent, der einen nicht abgefüllten Wein mit einer wallonischen Bezeichnung außerhalb des nationalen Gebiets versenden möchte, meldet dies der bescheinigenden Stelle durch ein elektronisches Schreiben in einer Frist von zehn Werktagen vor dem Versand.

Jeder Weinproduzent, der einen Wein mit einer wallonischen Bezeichnung deklassieren möchte, meldet dies der bescheinigenden Stelle durch ein elektronisches Schreiben spätestens am 15. Dezember nach dieser Deklassierung.

Art. 26 - Die in den Artikeln 24 und 25 erwähnten Formulare werden von der Dienststelle in Zusammenarbeit mit der bescheinigenden Stelle erstellt und von der bescheinigenden Stelle bereitgestellt oder von der Dienststelle über das Internetportal der wallonischen Landwirtschaft zur Verfügung gestellt.

Art. 27 - Der Weinproduzent führt ein oder mehrere Register, die eine lückenlose Rückverfolgbarkeit der Erzeugnisse von der Parzelle bis zum abgefüllten Wein ermöglichen. Die bescheinigende Stelle oder die Dienststelle kann ein Muster für ein oder mehrere der genannten Register vorschreiben.

Abschnitt 3 — Anerkennungsverfahren

Art. 28 - Der Ablauf des Verfahrens zur Anerkennung eines Weins als Ursprungsbezeichnung oder geographische Angabe erfolgt nach einem Schema, das Folgendes umfasst:

1° die Einreichung des Anerkennungsantrags durch den Weinproduzenten bei der bescheinigenden Stelle mit Angabe des Monats der gewünschten Weinprobe;

2° die Überprüfung der Elemente der Akte des Anerkennungsantrags und die Probenentnahme durch die bescheinigende Stelle bei dem Weinproduzenten;

3° die Durchführung einer chemischen Analyse einer der entnommenen Proben;

4° die Durchführung einer organoleptischen Analyse durch die in Artikel 33 § 1 erwähnte Verkostungsjury;

5° die Bewilligung oder die Verweigerung der Anerkennung durch die Erteilung oder Nichterteilung des in Artikel 32 Absatz 2 erwähnten Zertifikates;

Art. 29 - § 1. Die Probenentnahme liegt in der Verantwortung der bescheinigenden Stelle.

Im Falle der Stillweine wird die Probenahme bei dem Wein aus dem Fass oder dem Tank vor der Flaschenabfüllung vorgenommen. Die genauen Modalitäten für die Probenahme werden von der bescheinigenden Stelle festgelegt.

Im Falle der Schaumweine besteht die Probe aus für die Vermarktung fertigen Flaschen, bevor sie etikettiert werden.

§ 2. Sechs Proben von jeweils mindestens fünfundsiebzig Zentiliter werden zu folgenden Zwecken entnommen:

1° eine Probe wird vom Weinproduzenten aufbewahrt;

2° eine Probe ist für die chemische Analyse bestimmt;

3° vier Proben werden von der bescheinigenden Stelle aufbewahrt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 werden die Proben zu folgenden Zwecken aufbewahrt:

1° zwei Proben sind für die organoleptische Analyse bestimmt;

2° zwei Proben werden während eines Zeitraums von drei Monaten ab dem Datum des Berichts der chemischen Analyse aufbewahrt, falls die Ergebnisse der chemischen Analyse oder der organoleptischen Analyse angefochten werden.

Art. 30 - Die bescheinigende Stelle ist für die Durchführung der chemischen Analyse verantwortlich.

Die chemische Analyse umfasst die in Artikel 26 Buchstabe *a*) der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009 aufgeführten Parameter.

Der Weinproduzent wird über die Ergebnisse der Analyse seiner Erzeugnisse durch Einsendung einer Kopie des Analyseberichts von der bescheinigenden Stelle informiert.

Der Weinproduzent kann die in Absatz 3 erwähnten Analyseergebnisse innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Empfang dieser Ergebnisse anfechten und eine Gegenanalyse bei der bescheinigenden Stelle verlangen. Diese erfolgt in einem für die betroffenen Analysen nach der Norm ISO/CEI 17025 akkreditierten Labor nach Wahl des Antragstellers und auf seine Kosten. Die Ergebnisse sind für beide Parteien verbindlich.

Art. 31 - Nur die Weine, die der chemischen Analyse genügen, werden der organoleptischen Analyse unterzogen.

Die organoleptische Analyse wird im Rahmen einer Blindverkostung von einer gemischten Jury aus Weinproduzenten, Sachverständigen und Vertretern der Verwaltung unter der Aufsicht der bescheinigenden Stelle durchgeführt.

Zur organoleptischen Analyse der Weine, für die ein Anerkennungsantrag eingereicht wurde, werden regelmäßig Weinproben organisiert, wobei die Weine auf der Grundlage der Bezeichnung unterteilt werden.

Die Organisation dieser Weinproben wird in den Artikeln 33 bis 35 ausführlich beschrieben.

Art. 32 - Durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt die bescheinigende Stelle dem Antragsteller eine begründete Stellungnahme bezüglich des Beschlusses über die Anerkennung innerhalb von einundzwanzig Tagen nach der organoleptischen Analyse. Eine Kopie wird der Dienststelle übermittelt.

Wenn die Stellungnahme für einen oder mehrere Weine günstig ist, wird für jeden als Ursprungsbezeichnung oder geographische Angabe anerkannten Wein ein Anerkennungszertifikat, das für ein bestimmtes Volumen und eine bestimmte Partienummer ausgestellt wird, gleichzeitig mit dem Gutachten übermittelt.

Die Dienststelle kann die Bekanntmachung der gewährten Anerkennungen auf jede Weise gewährleisten, die sie für zweckmäßig erachtet.

Die mit der Anerkennung verbundenen Kosten werden vom Antragsteller getragen und umfassen die Kosten der chemischen Analyse und die mit der organoleptischen Analyse verbundenen Kosten, unabhängig von der Erteilung oder Nicht-Erteilung eines Zertifikates. Sie werden von der bescheinigenden Stelle in Rechnung gestellt.

Abschnitt 4 — Organisation der Weinproben

Art. 33 - § 1 - Es wird eine Verkostungsjury eingesetzt, die beauftragt wird, im Rahmen von Weinverkostungen, die Übereinstimmung der Weine, für die ein Antrag auf Gewährung einer der wallonischen Bezeichnungen gestellt wurde, mit den olfaktorischen, visuellen und gustatorischen organoleptischen Standards, die für Qualitätsweine allgemein anerkannt sind, und mit den spezifischen organoleptischen Hauptkriterien für die beanspruchte Bezeichnung zu überprüfen.

Die Verkostungsjury arbeitet unter der Aufsicht der zugelassenen bescheinigenden Stelle, die das Sekretariat übernimmt, was auch die Einsendung der Vorladungen zu den Versammlungen und das Verfassen sowie die Einsendung der Versammlungsprotokolle einschließt.

§ 2 - Die Verkostungsjury besteht aus den folgenden effektiven Mitgliedern, die jeweils über eine beschließende Stimme verfügen:

1° einem Vertreter der Weinproduzenten für jeder der wallonischen Bezeichnungen;

2° zwei Vertretern der V.o.E. "Association des Vignerons de Wallonie" (Vereinigung der Weinbauer der Wallonie), hiernach V.o.E. "A.V.W.";

3° einem Vertreter der V.o.E. "Vinum & Spiritus Association Belgium";

4° einem Experten des Sektors Hotels-Restaurants-Cafés;

5° einem Experten des Vertriebs in großen und mittleren Supermärkten;

6° einem Einzelhandelsexperten;

7° einem Experten einer Hochschule oder einer Universität mit wissenschaftlichen Kenntnissen, die mit dem Weinbereich in Zusammenhang stehen;

8° einem diplomierten Önologen;

9° einem qualifizierten Sommelier;

10° einem Experten einer Hotelfachschule mit Kenntnissen in Zusammenhang mit dem Weinbereich;

11° einem Vertreter der Generaldirektion Wirtschaftsinspektion;

12° einem Vertreter der Wallonischen Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité");

13° zwei Vertretern der Verwaltung.

Ein stellvertretendes Mitglied kann für jedes in § 3 erwähnte effektive Mitglied ernannt werden.

§ 3 - Die in § 2 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3 und 11 bis 13 erwähnten Mitglieder sowie deren Stellvertreter werden der bescheinigenden Stelle von den betroffenen Einrichtungen vorgeschlagen.

Die weiteren Mitglieder sowie deren Stellvertreter werden der bescheinigenden Stelle und der Dienststelle von der V.o.E. "A.V.W." nach einem transparenten Auswahlverfahren vorgeschlagen, das den Sachverstand und die Unabhängigkeit der ausgewählten Personen im Hinblick auf die durch die Verkostungsjury verfolgten Ziele gewährleistet.

§ 4 - Die Mitglieder der Verkostungsjury werden von der bescheinigenden Stelle im Einvernehmen mit der Dienststelle für eine Dauer von einem Jahr ernannt. Die Liste der Mitglieder der Verkostungsjury wird von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Der Vorsitz der Verkostungsjury wird von dem Vertreter der Dienststelle und der stellvertretende Vorsitz von dem Vertreter der Generaldirektion Wirtschaftsinspektion übernommen.

Art. 34 - § 1 - Eine Weinprobe wird quartalsweise organisiert, außer wenn kein Anerkennungsantrag für eine bestimmte Weinprobe eingereicht wurde.

Die Weinproben werden in der Regel etwa Mitte April, Mitte Juni, Anfang September und Mitte November organisiert. Ein jährlicher voraussichtlicher Weinprobenkalender wird erstellt und den Mitgliedern der Verkostungsjury von der bescheinigenden Stelle am Anfang eines jeden Kalenderjahres übermittelt. Die bescheinigende Stelle übermittelt den effektiven und stellvertretenden Mitgliedern mindestens sieben Tage vor dem Datum der Weinprobe eine Vorladung durch einfaches elektronisches Schreiben.

§ 2 - Die Beratungen der Jury sind nur dann rechtsgültig, wenn die effektiven Mitglieder bzw. deren Stellvertreter, die anwesend sind, mindestens die Hälfte der Gesamtanzahl der effektiven Mitglieder ausmachen.

Ein abwesendes Mitglied kann einem anderen Mitglied der Jury eine Vollmacht erteilen. Pro Mitglied darf nur eine Vollmacht erteilt werden. Ein in der Weinbereitung tätiges Mitglied kann nur einem anderen in der Weinbereitung tätigen Mitglied Vollmacht erteilen.

Art. 35 - Die organoleptische Untersuchung bezieht sich mindestens auf die Farbe, den Geruch und den Geschmack gemäß einer Bewertung, die in einem Bewertungsraster festgelegt wird, dessen Muster und Grundsätze für die Anwendung und die Interpretation der Ergebnisse von der Dienststelle bestimmt werden und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht werden.

Die Verkostung erfolgt anhand nicht gekennzeichnete Proben und ohne Kommentare. Die Jury erhält vor der Verkostung keine Information über die eingereichten Weine, mit Ausnahme der Informationen, die im Bewertungsraster enthalten sind.

Die Beschlüsse darüber, ob der Wein die organoleptischen Kriterien erfüllt oder nicht, werden gemäß den in Anwendung von § 1 festgelegten Grundsätzen und nach den von der Dienststelle im Einvernehmen mit der bescheinigenden Stelle festgelegten Beschlussfassungsregeln gefasst. Diese Regeln werden auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Keine personenbezogenen Informationen werden nach der Abstimmung übermittelt.

Die Mitglieder der Jury beachten die Vertraulichkeit, was den Ablauf und die Ergebnisse der Weinproben betrifft.

Die Jury kann ausnahmsweise und unter begründeten besonderen Umständen eine Probe, die in einer vorherigen Weinprobe bereits vorgelegt wurde, im Rahmen einer zweiten Weinprobe erneut überprüfen. Zu diesem Zweck wird ein begründeter Antrag vom Antragsteller bei der bescheinigenden Stelle eingereicht, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Empfang durch den Antragsteller der in Artikel 32 § 1 erwähnten Stellungnahme der Dienststelle, mit Kopie an die Dienststelle und durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht. Die Kosten der zweiten Prüfung gehen zu Lasten des Antragstellers.

Namur, den 14. Juli 2016

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204579]

14 JULI 2016. — Ministerieel besluit houdende toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsaanduiding

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2008 betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1576/89 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 436/2009 van de Commissie van 26 mei 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 479/2008 van de Raad met betrekking tot het wijnbouwkadaster, de verplichte opgaven en de samenstelling van gegevens voor het volgen van de markt, de begeleidende documenten voor het vervoer van producten en de bij te houden registers in de wijnsector;

Gelet op Verordening (EG) nr. 607/2009 van de Commissie van 14 juli 2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 479/2008 van de Raad wat betreft beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen, traditionele aanduidingen, etikettering en presentatie van bepaalde wijnbouwproducten;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Parlement en de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 716/2016 van de Commissie van 25 juli 2013 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, de artikelen 92 tot 116;

Gelet op Verordening (EU) nr. 251/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 inzake de definitie, de aanduiding, de aanbiedingsvorm, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gearomatiseerde wijnbouwproducten en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 1601/91 van de Raad;

Gelet op de delegerde verordening (EU) nr. 664/2014 van de Commissie van 18 december 2013 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de vaststelling van de symbolen van de Unie voor beschermde oorsprongsbenamingen, beschermde geografische aanduidingen en gegarandeerde traditionele specialiteiten en betreffende bepaalde voorschriften inzake het betrekken, bepaalde procedurebepalingen en bepaalde aanvullende overgangsregels;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 668/2014 van de Commissie van 13 juni 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17, D.172; D.173, D.174, D.175, D.176 en D.426, § 2, 2°;

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (EEG) nrs. 2081/92 en 2082/92, de artikelen 14 bis, 14 ter, 14 quater en 14 quinquies, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsmerken, de artikelen 8, 16, 42, 43 en 74.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het rapport van 18 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59502/4 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016" : het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsmerken.

HOOFDSTUK I. — *Beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen, gegarandeerde traditionele specialiteiten*

Afdeling 1. — Evaluatie van de registratieaanvraag op gewestelijk vlak

Onderafdeling 1. — Samenstelling en werking van de groep van deskundigen

Art. 2. De dienst stelt de groep van deskundigen bedoeld in artikel 16, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 samen en neemt zijn secretariaat waar.

De taak bestaat uit het uitbrengen van een schriftelijk advies over de aanvraag, gevolgd door de deelname aan een werkvergadering en aan elektronische uitwisselingen met de dienst die bestemd zijn om een globaal omstandig advies over de aanvraag op te maken.

De groep van deskundigen bestaat uit minstens drie deskundigen en in voorkomend geval uit één of meerdere plaatsvervaarders.

De deskundige verbindt zich ertoe, het vertrouwelijk karakter ervan te bewaren wanneer hij aanvaardt om deel uit te maken van de groep van deskundigen.

De namen van de deskundigen die deel hebben genomen aan de advisering worden vermeld in een "lijst van raadgevende deskundigen inzake agrovoedingsproducten". Deze lijst vermeldt bovendien voor elke deskundige de specialiteit of het (de) product(en) waarvoor de competentie van de deskundige door de administratie wordt erkend.

Onderafdeling 2. — Onderzoek van de aanvraag en advisering

Art. 3. Uiterlijk zeven dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 7 of, in voorkomend geval, in artikel 15, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, verstuurt de dienst de aanvraag naar de deskundigen, de eventuele bezwaren, opmerkingen, het verzet van derden en het antwoord van de aanvrager, eventueel voorzien van commentaar van de dienst, overeenkomstig artikel 15, § 4, van het besluit. De wetgeving van toepassing op de aanvraag inzake oorsprongsbenaming, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit wordt ook bijgevoegd. De communicatie tussen de dienst en de deskundigen gebeurt via de elektronische weg. Elke deskundige bericht ontvangst van de documenten opgestuurd door de dienst.

Art. 4. Elke deskundige beschikt over dertig dagen vanaf het versturen, door de dienst, van de documenten bedoeld in artikel 3 om een omstandig schriftelijk advies uit te brengen over de aanvraag.

Het advies bevat :

1° een diepgaande evaluatie van de elementen van het technisch productdossier;

2° bijkomend, een beoordeling van de overeenstemming van het productdossier of de technische fiche met de reglementering van toepassing op de aanvraag inzake oorsprongsbenamingen, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit, met een bijzondere aandacht voor de conformiteit van het product en de benaming t.o.v. de eisen van de bedoelde reglementering en de relevantie van het verband;

3° een beoordeling van het enig document als samenvatting van het productdossier en, bijkomend, t.o.v. de toepasselijke reglementaire eisen;

4° een kritische evaluatie van de eventuele bezwaren en van de gegeven antwoorden;

5° commentaar en, in voorkomend geval, voorstellen van wijzigingen of aanvragen voor bijkomende informatie.

Bij ontstentenis van een deskundige, vraagt de dienst het advies van een plaatsvervanger bedoeld in artikel 2. De termijn bedoeld in paragraaf 1 is dan te rekenen vanaf het opsturen van de adviesaanvraag naar de plaatsvervanger.

Art. 5. Na afloop van de termijn bedoeld in artikel 4, lid 1, bundelt de dienst de adviezen en roept de groep deskundigen in vergadering bijeen binnen de vijftien dagen volgend op bedoelde termijn. De vergadering wordt voorgezeten door de directeur van de dienst of, bij afwezigheid of verhindering, door diens vertegenwoordiger. Het personeelslid van de dienst belast met de behandeling van de aanvraag neemt het secretariaat ervan waar. Een jurist van de administratie wordt genodigd de vergadering bij te wonen.

De dienst en de jurist van de administratie bedoeld in lid 1 gaan na of de aanvraag reglementair conform is.

Art. 6. § 1. Binnen de zeven dagen volgend op het houden van de vergadering bedoeld in artikel 5, lid 1, wordt door de dienst een globaal advies opgesteld waarin het standpunt van de groep deskundigen en van de dienst wordt uiteengezet, die aan de deelnemers aan de vergadering wordt gericht en door de deskundigen binnen de vijftien dagen volgend op de zending digitaal bekrachtigd wordt.

Het advies bedoeld in lid 1 is ofwel gunstig ofwel gunstig onder voorwaarden ofwel ongunstig. In het tweede geval omvat het suggesties voor wijzigingen of vragen naar aanvullende inlichtingen ten behoeve van de aanvrager.

Indien het advies suggesties voor wijzigingen of vragen naar aanvullende inlichtingen ten behoeve van de aanvrager omvat, maakt de aanvrager die over binnen de vijftien dagen volgend op het houden van de vergadering bij elk middel dat vaste datum aan de zending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

§ 2. De aanvrager meldt ontvangst van de gegevens bedoeld in § 1, lid 3. Hij beschikt over dertig dagen om de dienst van een antwoord te voorzien. Blijft het antwoord binnen de opgelegde termijn uit, dan wordt de aanvraag van ambtswege ingetrokken geacht.

De dienst meldt ontvangst van het antwoord van de aanvrager, onderzoekt het en legt het voor aan de deskundigen en, in voorkomend geval, aan de jurist van de administratie voor bekrachtiging of eventueel kritisch onderzoek binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van het antwoord van de aanvrager. Op grond van de adviezen uitgaande van de deskundigen, past de dienst het advies bedoeld in § 1, lid 2, aan en legt bedoeld advies ter bekrachtiging voor aan de deskundigen binnen de vijfenveertig dagen volgend op de ontvangst van het antwoord van de aanvrager.

Elke uitwisseling gebeurt digitaal.

Art. 7. Het advies van de groep deskundigen wordt, samen met de aanvraag, de eventuele bedenkingen en het antwoord daarop aan de Minister voorgelegd binnen de dertig dagen volgend op het houden van de vergadering bedoeld in artikel 6, § 1, of, in voorkomend geval, binnen de vijftien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 6, § 2, lid 1.

Het advies van de groep deskundigen is niet dwingend.

Afdeling 2. — Etikettering en presentatie van de producten

Art. 8. Enkel de taalversies van de benaming, geregistreerd overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016, worden in de etikettering gebruikt.

Indien de benaming in verband staat met de, zelfs afgekorte, aanduiding die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet of met het dienovereenkomstig Europees logo, worden enkel de geregistreerde versies van de benaming gebruikt. Die versies worden integraal zoals geregistreerd afgedrukt.

De geregistreerde benaming wordt enkel in de taal die overeenstemt met de geregistreerde versies vertaald en in de etikettering opgenomen. Afwijkend kan het technisch productdossier een vertaling voorzien in één of meerdere talen of de keuze van het al dan niet vertalen aan de marktdeelnemers overlaten. In dat geval leeft het gebruik van de vertaalde benaming(en) de bepalingen van artikel 9, § 2, 5° na.

Wanneer meerdere benamingen geregistreerd zijn voor meerdere vormen van éénzelfde product, wordt enkel de benaming, gekoppeld aan de overwogen vorm, in de etikettering gebruikt.

Art. 9. § 1. Voor de landbouwproducten en de levensmiddelen verwijst de etikettering, wanneer het product voorverpakt is en bestemd is voor de eindverbruiker, op elke individuele verpakking :

- 1° de geregistreerde benaming, eventueel begeleid van één of meerdere andere geregistreerde taalversies;
- 2° de afkorting van de aanduiding die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet;
- 3° het logo van de Europese Unie die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet;
- 4° in voorkomend geval, een door het technisch productdossier opgelegde inhoud die wijst op een bijzondere kwaliteit van het product.

Voor de toepassing van 2° wordt voor de inhoud die de benaming begeleidt dezelfde taal als bedoelde benaming gebruikt.

Voor de toepassing van 3° wordt de keuze van de taal van het logo van de Europese Unie overgelaten aan de verantwoordelijke voor de verpakking of nader bepaald in het technisch productdossier.

Voor de toepassing van 4° kan het technisch productdossier bepalen dat het gebruik van bepaalde aanduidingen in de etikettering verboden is of enkel de facultatieve aanduidingen bepalen die bruikbaar zijn of aanduidingen opleggen die van toepassing zijn wanneer het product een bijzondere kwaliteit vertoont.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 staan tegelijk zichtbaar en duidelijk leesbaar op de voorkant van de verpakking, op een andere plaats dan bij de ingrediëntenlijst. Die gegevens staan bij elkaar en worden niet verborgen, aan het zicht onttrokken of los van elkaar afgedrukt door andere aanduidingen of beelden. Bovendien :

- 1° voldoet de typografie, gebruikt voor de geregistreerde benaming, aan volgende bepalingen :
 - a) het gebruik van hoofd- of kleine letters voor de geregistreerde benaming wordt in acht genomen of de benaming staat volledig in hoofdletters afgedrukt;
 - b) de benaming is eenvormig in al haar onderdelen, wat betreft zowel de afmetingen als het lettertype of de kleur van de letters die de benaming vormen;
 - c) afwijkend van b) kan het technisch productdossier bepalen dat een deel van de benaming verschillend kan zijn van het overig deel van de benaming;
- 2° de afkorting van de aanduiding die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet wordt opgenomen in het onmiddellijk verlengde van de geregistreerde benaming, op dezelfde regel of juist daaronder, in hoofdletters, zonder punt, waarbij de letters van hetzelfde type en van dezelfde kleur zijn als de letters die de benaming vormen, en met dezelfde afmetingen als de grootste letters die gebruikt worden in de samenstelling van de benaming;
- 3° de diameter van het logo van de Europese Unie die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet is groter dan vijftien millimeter en niet kleiner dan de grootste afmeting van elk ander logo dat op het etiket is afgedrukt, behoudens afwijking die expliciet opgenomen is in het technisch productdossier;
- 4° de aanduiding bedoeld in § 1, lid 1, 4°, staat onder de drie eerste gegevens bedoeld in dezelfde paragraaf. De grootte van de hoofdletter van de letter gebruikt voor die aanduiding bedraagt minstens de helft van de grootte van de hoofdletter van de grootste letter gebruikt in de samenstelling van de geregistreerde benaming, waarbij de lettertypes en de kleuren van de letters van de aanduiding en van de benaming identiek zijn;
- 5° wanneer op het etiket gegevens afgedrukt staan zoals een handelsmerk, een verkoopsbenaming, een aanduiding, ander dan die in voorkomend geval opgelegd door het technisch productdossier, die dienen om een bijzondere kwaliteit van het product nader te bepalen, worden zij duidelijk los van de geregistreerde benaming opgenomen.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, c), worden voor de benaming de afmetingen en verhoudingen zoals hieronder in acht genomen :

a) het belangrijkste deel van de benaming staat afgedrukt in letters waarvan de afmetingen minstens gelijk zijn, in hoogte, breedte en dikte, aan die van de grootste letters die op de etikettering voorkomen, afgezien van de informatie over de prijs, het gewicht en, in voorkomend geval, het handelsmerk, voor zover daar expliciet gewag van wordt gemaakt in het technisch productdossier;

b) de grootte van de hoofdletter van de letter gebruikt voor het belangrijkste deel van de benaming is gelijk aan minstens één vijfde van de diameter van het logo vermeld in huidige § , 3°;

c) de afmetingen van de letters gebruikt voor het minder belangrijke deel van de benaming mogen niet kleiner zijn dan de helft van de afmetingen van de letters gebruikt voor het overig deel van de benaming, waarbij het lettertype en de kleur van de letters identiek zijn voor beide delen van de benaming.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, wordt het logo visueel nauw afgestemd op de geregistreerde benaming, in het onmiddellijk verlengde van of juist onder de benaming. Het verband met de benaming is ondubbelzinnig. Het logo zorgt niet voor verwarring in de geest van de consument doordat het verband houdt met een ander gegeven van het etiket dan de geregistreerde benaming.

Voor de toepassing van lid 1, 5°, staan de beoogde gegevens niet op dezelfde regel als bedoelde benaming en zijn ze er op een verticale lijn van gescheiden door een afstand die gelijk is aan minstens drie keer de grootte van de hoofdletter van de grootste letter gebruikt in de geregistreerde benaming.

In afwijking van de bepalingen van lid 1 kan er een specifieke huisstijl worden ontworpen en door de certificerende instelling worden bekrachtigd. In voorkomend geval mogen de gegevens vermeld in lid 1 op een afzonderlijk etiket staan, die onmiddellijk in het gezichtsveld van het voornaamste etiket komt te staan.

§ 3. In afwijking van de bepalingen omschreven in paragraaf 2, 2°, kan de afkorting van de aanduiding die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet vervangen worden door de in volle letters geschreven aanduiding. In dat geval bestaan de letters die de aanduiding vormen uit hetzelfde lettertype en dezelfde kleur als de letters die bedoelde benaming vormen, met afmetingen die kleiner zijn dan of gelijk zijn aan twee derde van de afmetingen van de grootste letters gebruikt in de samenstelling van de benaming.

In afwijking van de bepalingen omschreven in paragraaf 2, 3°, kan de diameter van het vermelde logo in gevallen die behoorlijk verantwoord zijn door de bijzondere kenmerken van de verpakking of de etikettering een diameter vertonen die kleiner is dan vijftien millimeter. De minimumdiameter kan dan verkleind worden tot tien millimeter. Die afwijking wordt uitdrukkelijk vermeld in het technisch productdossier. Bij gebreke kan die afwijking al naar gelang door elke verantwoordelijke voor verpakkingen worden aangevraagd bij de Directeur van de dienst, die oordeelt of de aanvraag relevant is, hem goedkeurt of verwerpt.

In afwijking van de bepalingen omschreven in paragraaf 2, 5°, kan de vermelde afstand in gevallen die behoorlijk verantwoord zijn door de bijzondere kenmerken van de verpakking of de etikettering, verkleind worden tot een afstand gelijk aan of minstens éénmaal de grootte van de hoofdletter van de grootste letter gebruikt in de geregistreerde benaming. Die afwijking wordt uitdrukkelijk vermeld in het technisch productdossier. Bij gebreke kan die afwijking al naar gelang door elke verantwoordelijke voor verpakkingen worden aangevraagd bij de dienst, die oordeelt of de aanvraag relevant is, hem goedkeurt of verwerpt.

§ 4. Wanneer het voorverpakte product bestemd is voor de eindverbruiker, maar in een stadium voor de verkoop aan laatstgenoemde verkocht wordt en wanneer dat stadium niet de verkoop is aan een instelling of bestemd is om geleverd te worden aan instellingen om er bereid, verwerkt, verdeeld of als kleinhandelsproduct verhandeld te worden, mogen de gegevens bedoeld in paragraaf 1, in afwijking van de bepalingen van paragraaf 2, enkel op de buitenverpakking waarin het product verhandeld wordt, afgedrukt worden.

Art. 10. Voor landbouwproducten en levensmiddelen wordt de informatie bedoeld in artikel 9, § 1, wanneer bedoelde producten verhandeld worden zonder verpakking, opgenomen in de prijssignaletiek die duidelijk, goed zicht- en leesbaar voor de consument te lezen staat in de nabijheid van die producten. De regels verwoord in artikel 9, § 2, zijn van toepassing.

De regels verwoord in artikel 9, § 2, zijn *mutatis mutandis* van de toepassing op promotie- of reclaimedocumenten.

Wanneer het product, bestemd voor een verhandeling naar een klant die niet de eindverbruiker is, voorverpakt en geëtiketteerd is alsof die klant de eindverbruiker is, zijn de regels verwoord in artikel 9 van toepassing.

Art. 11. Wanneer het landbouwproduct of het levensmiddel waarvan de geregistreerde benaming gebruikt wordt als ingrediënt of deel uitmaakt van een assortiment producten, kan enkel de afgekorte aanduiding die overeenstemt met het type bescherming die de benaming geniet bij de benaming gevoegd worden die op de etikettering te lezen staat, daarin inbegrepen wanneer genoemde benaming op de lijst ingrediënten voorkomt. De bepalingen bedoeld in artikel 8, tweede tot vijfde lid, en in artikel 9, § 2, 1° en 2°, zijn van toepassing.

Lid 1 is van toepassing op de producten die gepresenteerd worden op de kaarten, tarieven of elke andere presentatiewijze bestemd voor de eindverbruiker bij hoteliers, restaurateurs en café-uitbaters. Het technisch productdossier kan evenwel bepalen dat het logo van de Europese Unie op die documenten afgedrukt staat. In dat geval is de bepaling bedoeld in artikel 9, § 2, 3°, van toepassing naast de bepalingen bedoeld in paragraaf 1.

Art. 12. Elke kaart of elk grafisch symbool op de etikettering die verwijst naar een geregisteerde benaming zoals de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding veroorzaakt geen verwarring over het gebied waarop de benaming slaat.

Art. 13. Een element zoals een zelfklevende stip of een zegel is een element van traceerbaarheid waarop het logo van de Europese Unie of een eventueel afgekorte aanduiding afgedrukt staan en stemt overeen met het type bescherming die de benaming geniet. Dat element vervangt niet het etiket, maar kan het aanvullen en is conform de vereisten vermeld in bijlage X van Verordening (EU) nr. 668/2014 van 13 juni 2014.

Art. 14. Voor de wijnproducten valt het gebruik van de facultatieve aanduidingen bedoeld in artikel 120 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 of van de aanduidingen die verwijzen naar het bedrijf bedoeld in artikel 57, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 van 14 juli 2009 onder het technisch productdossier van het betrokken product.

Wanneer een traditionele aanduiding zoals bedoeld in artikel 112, punt b), van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 of een aanduiding die verwijst naar het bedrijf bedoeld in artikel 57, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 van 14 juli 2009 op de etikettering afgedrukt staat, zijn afmetingen die bedoelde aanduiding vormen kleiner dan of gelijk aan die van de letters die de beschermde benaming samenstellen.

HOOFDSTUK II. — *Controles en certificering*

Art. 15. Dit hoofdstuk bepaalt de praktische modaliteiten van de organisatie van de certificering van de Waalse wijnen die dingen naar een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding.

Art. 16. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° de cuvée : het geheel van kuipen of vaten die een wijn bevat die dezelfde kenmerken vertoont;
- 2° de Algemene Directie Economische Inspectie : de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, Middenstand, K.M.O.'s en Energie;
- 3° de partij : het volume afgewerkte wijn die klaar is om gebotteld te worden, als inhoud van een welbepaalde cuve of betreffende een welbepaalde cuvée;
- 4° de erkenning; de erkenning van een aangegeven hoeveelheid wijn, overeenstemmend met een welbepaalde partij, zoals die in aanmerking kan komen voor een Waalse benaming die erkend is als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding.

Afdeling 1. — Dossier voor de erkenningsaanvraag

Onderafdeling 1. — Erkenningsaanvraag

Art. 17. Om het voordeel van het gebruik van een oorsprongsaanvraag of een geografische aanduiding te bekomen, richt elke wijnbouwer een erkenningsaanvraag aan de erkende certificeringsinstelling die belast is met de certificering van de producten voor de betrokken benaming.

Een minimale productie van zestig liter per partij is vereist om een erkenningsaanvraag te kunnen indienen.

Art. 18. De erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 17 bevat minstens :

- 1° het jaar van productie of millésime waarop de aanvraag betrekking heeft;
 - 2° de naam van de aanvragende wijnbouwer, natuurlijke of rechtspersoon, adres en personalia van diens maatschappelijke zetel;
 - 3° het rechtsstatuut van de aanvrager en zijn bedrijfsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen;
 - 4° het adres van de bedrijfszetel;
 - 5° de naam en de personalia van de verantwoordelijke, indien verschillend van de aanvrager;
 - 6° het adres van de opslagplaats, indien verschillend van de bedrijfsplaats;
 - 7° de wijnbouwzone in de zin van Aanhangel I bij bijlage VII van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 en, in functie van de betrokken benaming, het productiegebied;
 - 8° de benaming waarop de aanvraag betrekking heeft;
 - 9° in voorkomend geval, het geografische deelgebied waarop aanspraak wordt gemaakt;
 - 10° het nummer van de partij waarop de aanvraag betrekking heeft;
 - 11° de samenstelling van de wijn als hij uit samenstellingen bestaat;
 - 12° een herhaling van de wijnstok(-ken) die overeenstemmen met de oogst of de samengestelde oogsten die deel uitmaken van de samenstelling van de wijn;
 - 13° de kleur van de wijn, namelijk wit, rood of rosé;
 - 14° het totale volume, uitgedrukt in liters, van elke partij;
 - 15° het alcoholvolume, uitgedrukt in percent aan volume, van elke partij;
 - 16° het totale zuurgehalte, uitgedrukt in milligram per liter zwavelzuur of wijnsteenzuur, van elke partij;
 - 17° een opgave van de toegepaste oenologische procédés of van de bijzondere productie- of productkenmerken;
 - 18° een verklaring waaruit blijkt dat elke verwerking van druif tot wijn plaats gevonden heeft binnen de afgebakende zone voor de betrokken benaming en dat er geen enkel ander procédé of geen andere oenologische behandeling dan die gemachtigd bij bijlage IA van Verordening (EG) nr. 606/2009 van de Commissie van 10 juli 2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 479/2008 van de Raad, wat betreft de wijncategorieën, de oenologische procédés en de daarvoor geldende beperkingen toegepast is;
 - 19° voor de niet-mousserende wijnen, een verklaring waaruit blijkt dat de vinificatie en de klaring van de wijn voleindigd zijn op het ogenblik van de monsterneming en een verbintenis om de wijn, na de monsterneming door de certificerende instelling, geen enkel(e) ander(e) oenologisch(e) procédé/behandeling te laten ondergaan dan een eventuele filtrering voor de botteling;
 - 20° de datum vanaf welke de monsterneming van alle partijen door de certificerende instelling uitgevoerd kan worden, met dien verstande dat de vinificatie van de niet-mousserende wijnen op die datum, evenals de voornaamste klaring voor alle partijen, voleindigd is;
 - 21° een melding dat de wijn, vóór de botteling, nog gefiltreerd mag worden;
 - 22° een verklaring waaruit blijkt dat de wijnbouwer aanvaardt dat de genomen monsters analytisch en organoleptisch onderzocht worden.
- Voor de toepassing van lid 1, 11°, wordt de samenstelling uitgedrukt per partij per in liter uitgedrukte volumes van de verschillende samengestelde oogsten.

Art. 19. § 1. De erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 17 wordt uiterlijk ingediend zestig dagen voor de datum van de degustatiezitting bedoeld in artikel 34, § 2, waarop de wijnbouwer wenst dat zijn wijn geproefd wordt. Voor de mousserende kwaliteitswijnen en de crémants wordt de aanvraag ten vroegste ingediend voor de laatste degustatiezitting van het jaar volgend op de oogst.

Het nemen van de monsters vindt plaats uiterlijk dertig dagen voor de datum van de degustatiezitting waarop de wijnbouwer wenst dat zijn wijn geproefd wordt. Bij gebreke wordt de wijndegustatie uitgesteld naar de volgende zitting.

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt ingediend na voltooiing van de vinificatie en na voleindiging van de bewerkingen voor de voornaamste klaring.

Na toekenning van de erkenning kan de wijn nog een afwerkende filtrering ondergaan voor het bottelen, maar ondergaat geen enkel ander oenologisch procédé meer. De aanvrager meldt in zijn erkenningsaanvraag of de wijn voor het bottelen gefiltreerd is.

Onderafdeling 2. — Samenstelling en gebruik van het dossier voor de erkenningsaanvraag

Art. 20. Naast de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 17 worden jaarlijks door de aanvrager aan de erkende certificerende instelling overgemaakt :

- 1° een opslagaangifte betreffende de wijn in bulk en in flessen, vastgesteld op 31 augustus van het oogstjaar;
- 2° een oogstaangifte, die tegen 30 november aan de certificerende instelling overgemaakt moet zijn.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, moet de aangifte de certificerende instelling bereikt hebben tegen de daarop volgende eerste oktober.

Art. 21. De opslagaangifte bedoeld in artikel 20, lid 1, 1°, bevat minstens :

- 1° de vereiste gegevens voor de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 18, lid 1, 1° tot 7°;
- 2° een aangifte van alle in bulk opgeslagen wijnen, waarin minstens de volumes, de rassen en de productiejaar vermeld worden, waarbij de wijnen, in voorkomend geval, genoemd worden als in aanmerking genomen of voorgesteld voor het voordeel van een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding;
- 3° een aangifte van alle in flessen opgeslagen wijnen, met minstens de vermelding van de informatie bedoeld in artikel 18, lid 1, 2°;
- 4° informatie over het lopende oogstjaar, met inbegrip van de weersomstandigheden, de parasitaire druk, de kwantitatieve en kwalitatieve prognose, de voorziene oogstdatum.

Art. 22. De oogst bedoeld in artikel 18, lid 1, 2°, bevat minstens :

- 1° de vereiste gegevens voor de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 18, lid 1, 1° tot 7°;
- 2° de nauwkeurige ligging van de percelen die voor de betrokken productie met wijnstokken zijn aangeplant, waarop vermeld zijn, de gemeente en het nummer van het perceelsgewijs plan toegekend in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in artikel 17 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, of de verwijzing naar de kadastrale gegevens van de aangeplante percelen of een gelijkwaardige officiële aanduiding;
- 3° de oppervlakten, uitgedrukt in hectare, are, centiare, aangeplant met wijnstokken voor de betrokken productie, voor elke oogst;
- 4° de rassen met betrekking tot elke oogst;
- 5° de kleur van de voor elke oogst verkregen most;
- 6° de volumes in de kelders na persing voor elke oogst;
- 7° het rendement, uitgedrukt in hectoliter per hectare voor elke oogst;
- 8° het totale natuurlijke suikergehalte, uitgedrukt in gram per liter, voor elke oogst;
- 9° het totale natuurlijke zuurgehalte, uitgedrukt in gram per liter zwavel- of wijnsteenzuur voor elke oogst;
- 10° informatie over het oogstjaar, met inbegrip van de weersomstandigheden, de parasitaire druk, de algemene indruk, de kwalitatieve prognose;
- 11° informatie over de nieuwe, nog niet in productie genomen aanplantingen wat betreft de nauwkeurige ligging van de percelen, de oppervlakten, de wijnrassen;
- 12° informatie over de in een nabije toekomst voorziene aanplantingen, met inbegrip van de nauwkeurige ligging van de percelen, de oppervlakten, de wijnrassen;
- 13° de volumes en de benamingen waarvoor een erkenning wordt overwogen, in voorkomend geval.

Art. 23. De gezamenlijke documenten, waaronder de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 17 en de opslag- en oogstaangiften respectievelijk bedoeld in de artikelen 21 en 22, vormen het dossier voor de erkenningsaanvraag. Een volledig dossier is vereist voor het verkrijgen van een erkenning.

De formulieren betreffende de opslag-, de oogstaangiften en de erkenningsaanvraag bedoeld in lid 1 worden in samenwerking met de certificerende instelling door de dienst opgesteld en door eerstgenoemde aan de wijnbouwers verstrekt, tegen 1 augustus wat betreft de eerste twee formulieren en op aanvraag voor de derde, of door de dienst ter beschikking gesteld via de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

De certificerende instelling is verantwoordelijk voor het nagaan van de gegevens vermeld in het dossier voor de erkenningsaanvraag.

Jaarlijks maakt de certificerende instelling de dienst de gegevens over aangaande de gecertificeerde opslaghoeveelheden, oogsten en volumes. De administratie maakt die gegevens aan de Europese Commissie over. De administratie kan die gegevens gebruiken voor statistieke doeleinden.

Afdeling 2. — Andere verplichtingen inzake aangiften en registers

Art. 24. Elke wijnbouwer die een niet-verpakte wijn met een Waalse benaming bestemt voor een transactie of voor een op de markt brengen ten behoeve van de consument doet er digitaal aangifte van bij de certificerende instelling, binnen een termijn van tien werkdagen voor de eerste transactie of voor hij voor het eerst op de markt wordt gebracht ten behoeve van de wijnverbruiker. In die aangifte worden vermeld :

- 1° de identiteit van de wijnbouwer ;
- 2° het te verwachten dienovereenkomstig wijnvolume;
- 3° de te voorziene datum voor de transactie of het op de markt brengen ten behoeve van de consument.

Art. 25. Elke wijnbouwer die een wijn met een Waalse benaming wenst te verpakken doet er digitaal aangifte van bij de certificerende instelling, binnen een termijn van tien werkdagen voor de eerste verpakking. In die aangifte worden vermeld :

- 1° de identiteit van de wijnbouwer ;
- 2° het te verwachten dienovereenkomstig wijnvolume;
- 3° de voorzienbare datum van de verpakking.

Elke wijnbouwer die een niet-verpakte wijn met een Waalse benaming wenst te verzenden buiten het nationale grondgebied doet er digitaal aangifte van bij de certificerende instelling, binnen een termijn van tien werkdagen voor de verzending.

Elke wijnbouwer die een wijn met een Waalse benaming wenst te declasseren doet er digitaal aangifte van bij de certificerende instelling, uiterlijk op 15 december volgend op die declassering.

Art. 26. De aangifteformulieren bedoeld in de artikelen 24 en 25 worden in samenwerking met de certificerende instelling door de dienst opgesteld en door de certificerende instelling verstrekt of door de dienst ter beschikking gesteld via de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

Art. 27. De wijnbouwer houdt één of meerdere registers bij aan de hand waarvan een totale traceerbaarheid van de producten vastgesteld kan worden, van het perceel tot de verpakte wijn. De certificerende instelling of de dienst kunnen een patroon opleggen voor één of meerdere registers.

Afdeling 3. — Erkenningsproces

Art. 28. Het erkenningsproces voor een wijn als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding verloopt volgens een schema met volgende ijkpunten :

1° de indiening van de erkenningsaanvraag door de wijnbouwer bij de certificerende instelling, met opgave van de maand van de gewenste degustatiezitting;

2° de verificatie van de gegevens van het dossier voor de erkenningsaanvraag en het nemen van monsters door de certificerende instelling bij de wijnbouwer;

3° de uitvoering van een chemische analyse op één van de genomen monsters;

4° de uitvoering van een organoleptische analyse door de degustatiejury bedoeld in artikel 33, § 1;

5° de toekenning of de weigering van de erkenning door het al dan niet verstrekken van het certificaat bedoeld in artikel 32, lid 2.

Art. 29. § 1. Het nemen van de monsters gebeurt onder de verantwoordelijkheid van de certificerende instelling.

Voor de niet-mousserende wijnen wordt de monsterneming op de « brut de cave » genoemde wijn of het vat verricht, voor de botteling. De omstandige modaliteiten voor de monsterneming worden door de certificerende instelling verricht.

Voor de schuimwijnen bestaat het monster uit flessen klaar voor de verhandeling, voor de etikettering ervan.

§ 2. Zes monsters van minstens vijfenzeventig centiliter worden voor volgende doeleinden genomen :

1° één monster wordt door de wijnbouwer bewaard;

2° één monster wordt voor de chemische analyse bestemd;

3° vier monsters worden bewaard door de certificerende instelling.

Voor de toepassing van lid 1, 3°, worden de monsters bewaard voor volgende doeleinden :

1° twee monsters worden bestemd voor het organoleptisch onderzoek;

2° twee monsters worden gedurende een periode van drie maanden te rekenen van de datum van het chemisch analyseverslag bewaard voor gevallen van betwisting van de resultaten van het chemische of organoleptische onderzoek.

Art. 30. De certificerende instelling is verantwoordelijk voor de uitvoering van de chemische analyse.

De chemische analyse omvat de parameters opgenomen in artikel 26, a), van Verordening (EG) nr. 607/2009 van 14 juli 2009.

De wijnbouwer wordt door middel van de verzending, door de certificerende instelling, van een afschrift van het analyseverslag ingelicht over de resultaten van de analyses uitgevoerd op zijn producten.

De wijnbouwer kan de onderzoeksresultaten bedoeld in lid 3 binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van bedoelde resultaten betwisten en van de certificerende instelling een tegenanalyse vragen. Laatstgenoemde wordt naar de keuze van de aanvrager en op diens eigen kosten in een laboratorium, geaccrediteerd volgens norm ISO/CEI 17025 voor de overwogen analyses, uitgevoerd. De resultaten verplichten beide partijen.

Art. 31. Alleen wijnen die voldoen aan een chemische analyse worden aan de organoleptische analyse onderworpen.

Het organoleptisch onderzoek wordt blind uitgevoerd door een gemengde jury, samengesteld uit wijnbouwers, deskundigen en vertegenwoordigers van de administratie, onder het toezicht van de certificerende instelling.

Voor de organoleptische analyse van de wijnen die ter erkenning worden voorgelegd worden regelmatig degustatiezittingen gehouden waarbij de wijnen per benaming worden samengebracht.

De organisatie van die degustatiezittingen wordt in de artikelen 33 tot 35 omstandig omschreven.

Art. 32. De certificerende instelling bezorgt de aanvrager binnen de eenentwintig dagen volgend op de organoleptische analyse een gemotiveerd advies bij elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek. Aan de dienst wordt een afschrift gericht.

Als het advies gunstig is voor één of meerdere wijnen, wordt er, gelijktijdig met het advies, voor elke wijn, erkend als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding, een erkenningscertificaat verstrekt dat inhoudelijk betrekking heeft op een welbepaald volume en welbepaald partijnummer.

De dienst kan de erkenningen openbaar maken bij elk middel dat hij nuttig acht.

De kosten in verband met de erkenning worden door de aanvrager gedragen en omvatten de kosten van de chemische analyse en de kosten in verband met de organoleptische analyse, los van het feit of er uiteindelijk al dan niet een certificaat wordt toegekend. Zij worden door de certificerende instelling gefactureerd.

Afdeling 4. — Organisatie van de degustatiezittingen

Art. 33. § 1. Er wordt een degustatiejury opgericht, die er via het houden van degustatiesessies mee belast is na te gaan of de wijnen die dingen naar één van de Waalse benamingen overeenstemmen met de organoleptische normen inzake geur, aanblik en smaak zoals ze over het algemeen voor kwaliteitswijn aanvaard worden en met de specifieke organoleptische hoofdcriteria, bepaald voor de benaming waarop ze aanspraak maken.

De werking van de degustatiejury staat onder het toezicht van de erkende certificerende instelling, die er het secretariaat van waarneemt, daaronder inbegrepen de oproepingen voor de vergaderingen en het opstellen en versturen van notulen van vergaderingen.

§ 2. De degustatiejury bestaat uit volgende werkende leden met elk een beslissende stem :

- 1° één vertegenwoordiger van de wijnbouwers per Waalse benaming;
- 2° twee vertegenwoordigers van VZW "Association des Vignerons de Wallonie", hierna "VZW A.V.W.";
- 3° één vertegenwoordiger van VZW Vinum & Spiritus Association Belgium;
- 4° één deskundige uit de sector hotelwezen-restauratie-café's;
- 5° één deskundige uit de groot- en de middelgrote distributie;
- 6° één deskundige uit de kleinhandel;
- 7° één deskundige van een hogeschool of een universiteit die wetenschappelijke kennis bezit in verband met wijn;
- 8° één gediplomeerd oenoloog;
- 9° één gekwalificeerd sommelier;
- 10° één deskundige uit een hotelschool die kennis bezit in verband met wijn;
- 11° één vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economische Inspectie;
- 12° één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waal agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw);
- 13° twee vertegenwoordigers van de administratie.

Voor elk werkend lid vernoemd in paragraaf 3 kan een plaatsvervanger aangewezen worden.

§ 3. De leden vernoemd in paragraaf 2, lid 1, 2°, 3° en 11° tot 13°, evenals hun plaatsvervangers, worden bij de certificerende instelling en bij de dienst voorgedragen door de betrokken organisaties.

De andere leden en hun plaatsvervangers worden door VZW A.V.W. bij de certificerende instelling en bij de dienst voorgedragen na afloop van een transparante selectieperiode die de deskundigheid en de onafhankelijkheid van de gekozen personen waarborgt ten opzichte van de doelstellingen nagestreefd door de degustatiejury.

§ 4. De leden van de degustatiejury worden met instemming van de dienst door de certificerende instelling aangewezen voor de duur van één jaar. De lijst van de leden van de degustatiejury wordt door de dienst bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

Het voorzitterschap van de degustatiejury wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de dienst, het ondervoorzitterschap door de vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economische Inspectie.

Art. 34. § 1. Elk kwartaal wordt er een degustatiesessie gehouden, tenzij er een erkenningsaanvraag is ingediend voor een bepaalde sessie.

In beginsel vinden de degustatiesessies rond half april, half juni, half september en half november plaats. Er wordt bij het begin van elk kalenderjaar door de certificerende instelling een jaarlijks tijdschema voor de degustatiesessies opgesteld en medegedeeld aan de leden van de degustatiejury. De certificerende instelling richt bij eenvoudige digitale zending minstens zeven dagen voor de datum van de degustatiesessie een oproeping aan de werkende en aan de plaatsvervangende leden.

§ 2. De jury beraadslaagt enkel rechtsgeldig als de aanwezige werkende leden, of hun plaatsvervangers, minstens de helft van het totaal aantal werkende leden vertegenwoordigen.

Een afwezig lid kan een volmacht geven aan een ander jurylid, dat slechts over één enkele volmacht kan beschikken. Een lid dat wijnbouwer is kan enkel een volmacht geven aan een ander lid dat wijnbouwer is.

Art. 35. Het organoleptisch onderzoek houdt minstens verband met de kleur, de geur en de smaak volgens een notering vastgelegd in een beoordelingsrooster waarvan het patroon en de toepassings- en beoordelingsbeginselen ten opzichte van de resultaten door de dienst zijn vastgelegd en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

De degustatie gebeurt met anonieme monsters en in stilte. Er wordt geen enkele informatie over de voorgedragen wijnen aan de jury medegedeeld voor de degustatie, behalve de informatie op het beoordelingsrooster.

De beslissingen in verband met het al dan niet conforme karakter van de wijn uit organoleptisch oogpunt worden genomen overeenkomstig de beginselen, vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1 en volgens de beraadslagingsregels vastgesteld door de dienst, met instemming van de certificerende instelling bedoeld in artikel 32, § 1, met afschrift aan de dienst website "Portail de l'Agriculture wallonne".

Na de stemming wordt geen enkele op naam staande informatie medegedeeld.

De juryleden nemen het vertrouwelijk karakter van het verloop en de resultaten van de degustaties in acht.

Uitzonderlijkwijs, en in bijzondere gemotiveerde omstandigheden, kan de jury tijdens een tweede degustatiesessie een reeds tijdens een vorige sessie voorgedragen monster herbeoordelen. Daartoe wordt er door de aanvrager bij de certificerende instelling een gemotiveerde aanvraag ingediend binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst door de aanvrager van het advies van de certificerende instelling bedoeld in artikel 32, § 1, met afschrift aan de dienst bij elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek. De kosten van het tweede onderzoek zijn ten laste van de aanvrager.

Namen, 14 juli 2016.